

Kit sur l'économie numérique

Exploiter les technologies numériques en
faveur d'une croissance inclusive

Version 2 | Janvier 2020

pathwayscommission.bsg.ox.ac.uk/digital-economy-kit





Introduction

■ Introduction	■ Cadre conceptuel	■ Étape 1 Évaluation	■ Étape 2 Dialogue	■ Étape 3 Stratégie
■ Annexe 1	■ Annexe 2	■ Annexe 3		

Le Kit sur l'économie numérique

- Les technologies numériques transforment les économies et les sociétés du monde entier. Les pays en développement doivent être prêts à tirer parti des nouvelles possibilités qui s'offrent à eux.
- Cependant, les bénéfices découlant des technologies numériques ne sont pas inéluctables. Ils dépendent de la vision, de la stratégie et des actions nationales actuelles.
- Ce Kit sur l'économie numérique ne concerne pas la stratégie du secteur des TIC. Il s'agit plutôt de stratégies de croissance holistiques qui exploitent les technologies numériques dans toute l'économie.
- Les pays doivent tracer leur propre voie à l'ère numérique. Ce kit fournit un cadre utile pour aider les pays à **évaluer** leur degré de préparation au numérique, à déterminer leurs priorités par le **dialogue** et à élaborer une **stratégie** pour l'avenir.



Le Kit sur l'économie numérique

- Le rapport final de la Commission, la [Feuille de route numérique](#), recommande que les pays élaborent une **convention numérique nationale**, une vision commune de l'avenir numérique, dans laquelle toutes les parties prenantes, et pas seulement les pouvoirs publics, ont leur mot à dire. Ce Kit sur l'économie numérique propose un moyen d'y parvenir qui a fait ses preuves.
- La codification de cette convention numérique, cette vision partagée, dans le cadre d'une stratégie numérique formelle, constitue une aide précieuse qui dépasse la simple rédaction d'un plan. Elle permettra de coordonner les acteurs du secteur privé, les pouvoirs publics et la société civile. Elle devrait conduire à la création d'une plateforme destinée à attirer les investissements et assurer le suivi des progrès.
- Ce Kit sur l'économie numérique repose sur **quatre piliers distincts** servant à orienter les pays pour les aider à se préparer au numérique (infrastructures, personnes, finances, et politiques et réglementations), et fournit un cadre d'action qui va de l'**analyse** au **dialogue**, puis à la **planification**.

Capitaliser sur l'expérience accumulée

- Lors de l'élaboration de ce kit, des projets pilotes concernant le cadre et le processus ont été menés dans trois pays.



Éthiopie



Mongolie



Afrique du Sud

- Ces projets pilotes ont été portés par des équipes locales, en coordination avec les responsables des pouvoirs publics, du secteur privé et de la société civile. Chaque équipe a adapté et utilisé le kit de différentes manières.
- Les enseignements tirés de ces expériences ont été intégrés à la présente version du kit.

Pour en savoir plus sur les pays pilotes, cliquez [ici](#).

Champ d'application

- Le résultat final du processus du Kit sur l'économie numérique est une stratégie nationale schématique, ou une **amorce de stratégie** qui définit une vision nationale pour une croissance inclusive tirée par le numérique, ainsi que les grandes priorités d'action.
- Les amorces de stratégie visent à aider à équilibrer les compromis, à privilégier des actions spécifiques, à favoriser la compétitivité des marchés numériques et à garantir que les avantages profitent à tous.
- Chaque pays devra concrétiser son amorce de stratégie. Pour les gouvernements, cela implique souvent des processus politiques et budgétaires. Pour le secteur privé, cela consiste à se lancer dans de nouveaux investissements et modèles d'entreprise. Ces considérations relatives à la mise en œuvre dépassent le cadre de ce kit, mais doivent éclairer la manière et le moment d'utiliser le Kit sur l'économie numérique.

Champ d'application

- L'un des principaux objectifs de ce kit est une croissance inclusive, ce qui signifie que la croissance ne doit pas se contenter de stimuler le PIB global, mais qu'il faut veiller à ce que cette stimulation profite aux plus mal lotis.
- Cette définition est intentionnellement générique. La croissance et l'inclusion ont une importance différente selon les contextes. Une composante essentielle de la deuxième étape de ce kit, le dialogue, consiste à déterminer qui doit être concerné.
- Malgré l'importance d'un meilleur développement humain et social, les conseils donnés dans ce kit sont explicitement axés sur la croissance inclusive.
- Ce kit ne recommande pas de donner la priorité à des dimensions spécifiques de l'inclusion ou de la croissance, mais encourage fortement un **processus participatif** pour s'assurer que tous les groupes concernés sont représentés dans la cocréation de l'amorce de stratégie.



En Mongolie, les principaux groupes exclus de l'économie numérique sont les populations semi-nomades. 80 % de toutes les demandes de soutien communautaire émanant de ces personnes concernent l'achat de dispositifs Internet par le biais de prêts.»

Mme Erdenesuren, représentante de quartier de *ger* (yourte) dans le dialogue concernant la Mongolie

Champ d'application

Le Kit sur l'économie numérique se divise en trois grandes étapes :

- La première étape fournit un cadre d'évaluation destiné à aider les pays à évaluer leur état de préparation au numérique. Ce cadre pose des questions auxquelles les pays doivent tenter de répondre pour comprendre leurs lacunes actuelles, et guide les utilisateurs vers des données utiles.
- La deuxième étape est le dialogue multipartite. Sur la base des résultats de l'évaluation, les pays doivent réunir les dirigeants des pouvoirs publics, du secteur privé et de la société civile pour débattre des compromis et identifier les actions nécessaires. Le kit est complété par des études de cas provenant du monde entier pour encourager l'action.
- L'étape finale consiste à combiner les résultats dans une amorce de stratégie nationale. Le kit examine la manière d'élaborer une telle stratégie et aborde des éléments clés.

Champ d'application

- Ce kit se concentre sur **quatre piliers interconnectés** de la préparation au numérique qui sont essentiels pour une croissance inclusive à l'ère numérique :



Les infrastructures, notamment électriques et de communication physique, et les systèmes numériques de base tels que les systèmes d'identification et de paiement.



Les personnes, notamment les compétences et les capacités nécessaires aux économies numériques et aux marchés du travail en évolution, ainsi que les systèmes de protection sociale.



Les finances, dont les divers instruments nécessaires aux ménages, aux entreprises et aux pouvoirs publics pour accéder aux nouvelles technologies numériques et les utiliser.



Les politiques et réglementations, dont les politiques de concurrence, la fiscalité, la propriété intellectuelle, les normes en matière de données, l'interopérabilité, la cybersécurité et la protection des données.

- Ces piliers concernent tous les pays, quelles que soient leur vision et leur situation.

Comment utiliser ce kit sur l'économie numérique

- Ce kit est conçu spécialement pour les décideurs politiques, les entreprises stratégiques et les dirigeants de la société civile qui façonnent le pays. Le kit ne constitue pas seulement un exercice d'analyse, *il doit faire l'objet d'une mobilisation de haut niveau au sein des pouvoirs publics et des différentes composantes de la société.*
- Dans chacun des trois pays pilotes, le processus du Kit sur l'économie numérique a été coordonné par une institution indépendante, plutôt que par une seule partie prenante (comme un gouvernement). Ce n'est pas une condition préalable, mais l'indépendance peut apporter équilibre et crédibilité.
- Ce kit se veut à la fois utile et facile à utiliser dans divers contextes. Cela signifie qu'il n'impose pas de réponses, lesquelles doivent varier d'un pays à l'autre. Il fournit plutôt *un cadre pour aider à poser les bonnes questions.*

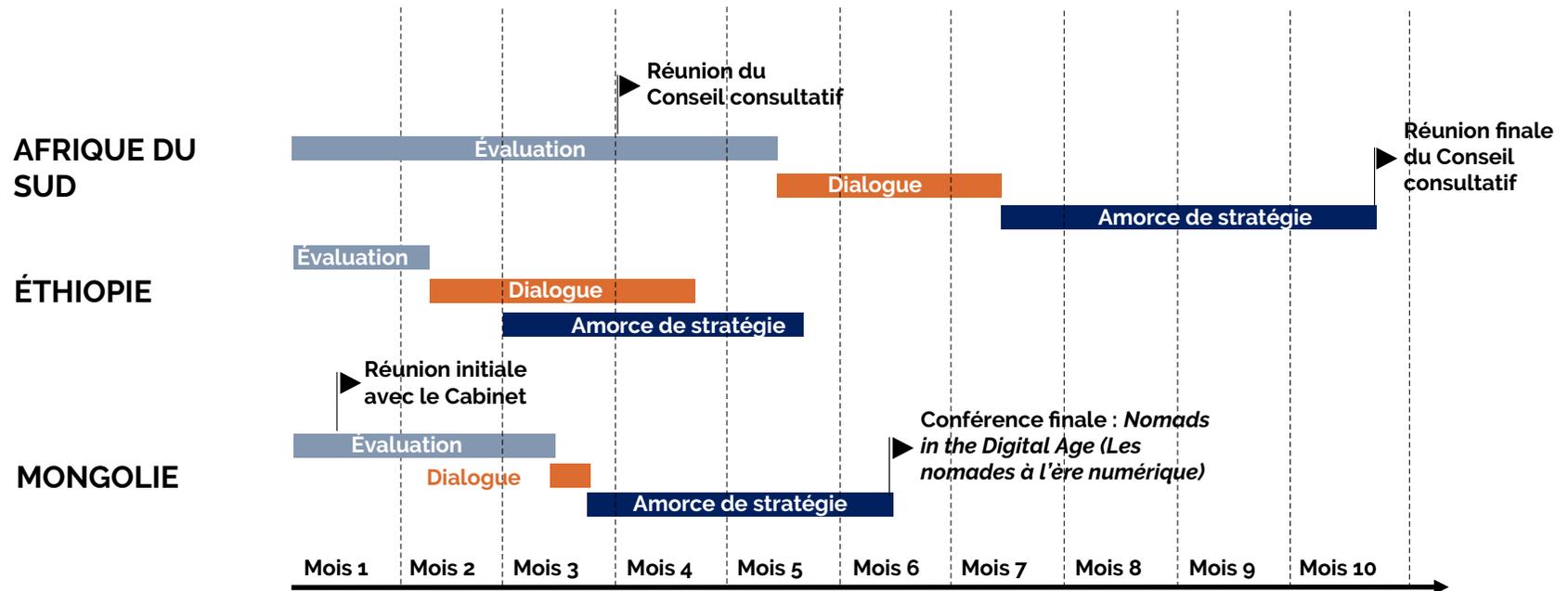


Genesis Analytics et le Gordon Institute for Business Science ont coordonné le processus sud-africain. Malgré une étroite collaboration avec les pouvoirs publics, la neutralité des coordinateurs chevronnés a permis de s'assurer que le processus n'était pas politisé et restait fondé sur des preuves.»

Stephan Malherbe,
Fondateur et PDG de Genesis Analytics, Afrique du Sud

Comment utiliser ce kit sur l'économie numérique

- Le processus présenté dans ce kit est conçu pour être adapté et modifié par les utilisateurs. Chacun des trois pays qui ont piloté le cadre a mené des processus très différents.



Pour en savoir plus sur la mise en œuvre, cliquez [ici](#).

Principes d'utilisation du kit

Plusieurs principes se dégagent des trois projets pilotes et d'autres processus similaires, pour une mise en œuvre réussie du kit :

1. La prise en main et l'appropriation par les pays sont une condition préalable. Les partenaires internationaux peuvent apporter leur soutien et leur participation, et apporteront une aide essentielle à la mise en œuvre, mais les pays doivent élaborer une vision nationale qu'ils s'approprient.
2. Des équipes diversifiées élaborent de meilleures stratégies. Lors de la phase pilote de cet outil, il s'est avéré que les équipes de coordination sont plus efficaces si elles conjuguent une connaissance des politiques locales, une grande expertise en matière de politique économique, des liens avec le secteur privé et des capacités d'analyse quantitative.



Le secrétariat du Cabinet a été étroitement associé au processus, de l'évaluation à la formulation de la stratégie. Il était important que le gouvernement se sente aux commandes du processus, et que celui-ci soit ancré dans les priorités de la Mongolie.

Oyun-Erdene Luvsannamsarai, Chef de cabinet du gouvernement de la Mongolie

Principes d'utilisation du kit

3. Ne restreignez pas votre champ d'action. Certaines parties prenantes voudront utiliser ce kit pour obtenir un financement ou un soutien pour leurs priorités préexistantes. Toutefois, il est important d'examiner toutes les questions relevant des quatre piliers.
4. Prenez votre temps. Les pays feront l'objet de pressions pour agir rapidement (et ils doivent effectivement commencer à réfléchir à ces questions dès aujourd'hui!). Il faut néanmoins consacrer suffisamment de temps à l'élaboration d'une amorce de stratégie cohérente et de grande qualité, ce qui prend au moins plusieurs mois.
5. Ce Kit sur l'économie numérique est à vous : adaptez-le à vos besoins. Les pays doivent adapter ce cadre à leurs objectifs et leur contexte. Les pays pilotes donnent une idée de la manière dont cela peut être fait tout au long des étapes du kit.



Cet outil fournit une base servant à structurer un processus national, mais en fin de compte, notre équipe de coordination locale doit l'ajuster aux priorités du pays. En Afrique du Sud, nous avons organisé une série de séances de réflexion sur les possibilités qu'offre l'ère numérique au pays, avec des experts de premier plan du monde universitaire et du secteur, et nous nous sommes appuyés dessus pour asseoir notre processus.»

Mark Schoeman, chef de l'équipe Afrique du Sud (Genesis Analytics)

Principes d'utilisation du kit

6. Préparez-vous à la mise en œuvre dès le début. Le champ d'application de ce kit n'inclut pas les négociations politiques et la mise en œuvre ultérieure. Mais les équipes de coordination doivent se préparer à ces questions dès le début. Au cours de l'étape d'évaluation, il pourrait s'agir d'identifier les éventuels éléments à débattre lors de la phase de dialogue. Au cours de cette phase, il pourrait ainsi s'agir d'identifier les institutions et les personnes qui porteront l'amorce de stratégie.
7. Une expertise approfondie du pays est essentielle. Chaque pays a une histoire, une culture et des définitions nationales de la justice sociale et de l'équité qui lui sont propres. L'amorce de stratégie doit être fondée sur une compréhension approfondie de ce contexte national au sens large.



Lorsque nous avons commencé à travailler sur ce projet, nous avons agi à la demande expresse du ministère de l'Innovation et de la technologie. Sans cette demande, ce processus ne se serait pas concrétisé.

Sinit Zeru, chef de l'équipe
Éthiopie
(Tony Blair Institute for Global
Change)



Cadre conceptuel

- Introduction
- Cadre conceptuel
- Étape 1
Évaluation
- Étape 2
Dialogue
- Étape 3
Stratégie
- Annexe 1
- Annexe 2
- Annexe 3

Cadre conceptuel: vue d'ensemble

- Ce kit vise essentiellement à élaborer une vision nationale commune de la croissance inclusive à l'ère numérique.
- Pour concrétiser une telle vision, il faut que les pays soient prêts pour le numérique. Pour cela, cette boîte à outils donne la priorité à quatre piliers : les infrastructures, les personnes, les finances, et les politiques et réglementations.
- Ces piliers sont interconnectés : ils interagissent, s'entrecoupent et sont interdépendants.
- Cette section présente chaque composante : la vision, les quatre piliers et les interconnexions. Les sections suivantes du kit décrivent en détail les étapes d'évaluation, de dialogue et de stratégie.



Quatre piliers



Infrastructures



Personnes



Finances



Politiques et réglementations

Cadre conceptuel: vue d'ensemble

Vision, objectifs stratégiques et voies émergentes

Définir la « croissance inclusive » dans un contexte national. Définir les bases de l'accès/l'utilisation du numérique dans l'économie, y compris en termes de modèles commerciaux innovants et inclusifs. Identifier des voies prometteuses pour une croissance inclusive grâce au numérique.

Interconnexions : Interactions, interdépendances et chevauchements entre les piliers, notamment par le biais des écosystèmes sectoriels et des nouveaux modèles d'entreprise et technologies.



Infrastructures

- Électricité, infrastructures numériques physiques et systèmes numériques de base.
- Politiques et réglementations des marchés d'infrastructure, dont l'accessibilité financière.
- Interopérabilité transfrontalière des infrastructures nationales.



Personnes

- Lacunes dans les capacités des utilisateurs, des fournisseurs, des pouvoirs publics.
- Normes, attitudes et aspirations sociales.
- Politiques et réglementations du marché du travail.
- Systèmes de protection sociale.



Finances

- Financement de l'accès au numérique, utilisation par les ménages.
- Financement des start-ups et de la numérisation des entreprises.
- Financement des biens publics.
- Mobilité transfrontalière des capitaux.



Politiques et réglementations

- Concurrence.
- Fiscalité.
- Propriété intellectuelle.
- Normes de données et interopérabilité.
- Cybersécurité et protection des données.

Vision, objectifs stratégiques et voies émergentes

- Les meilleures approches pour une croissance inclusive à l'ère numérique seront basées sur une vision claire et inspirante, fermement ancrée dans le contexte national.
- Une telle vision doit inclure une définition de la « croissance inclusive » qui soit pertinente au niveau national, et démontrer la façon dont les technologies numériques peuvent y contribuer. Ceci permet de donner une orientation à l'économie et à la société, et pas seulement au secteur technologique.
- Cette vision doit pleinement correspondre aux définitions nationales de la justice sociale et aux autres plans de développement, y compris ceux qui s'inscrivent dans le cadre des objectifs de développement durable.



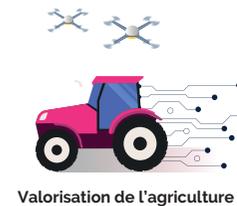
Les pouvoirs publics mongols souhaitent exploiter les avancées technologiques pour développer les entreprises existantes, créer de nouveaux produits et marchés et améliorer la vie quotidienne de tous les Mongols. Il s'agit d'une réponse aux caractéristiques propres à la société mongole, telles que le mode de vie nomade et la faible densité de population, qui créent un fossé dans la société entre les personnes qui vivent dans des régions éloignées ou dans les quartiers de ger et les personnes qui vivent dans le centre d'Oulan-Bator. »

Amorce de stratégie mongole

Vision, objectifs stratégiques et voies émergentes

Le rapport de la Commission intitulé [Tracer les voies d'une croissance inclusive](#) identifie cinq voies potentielles pour une croissance tirée par le numérique :

1. La valorisation de l'agriculture : les nouvelles technologies vont stimuler la croissance en améliorant les rendements agricoles et les connexions aux marchés.



2. De nouvelles CVM dans le secteur manufacturier : une technologie de communication d'avant-garde permettra aux processus industriels complexes de se dérouler à distance.



De nouvelles chaînes de valeur mondiales dans le secteur manufacturier



Des économies nationales diversifiées et connectées

3. La création d'un nouveau commerce mondial des services : les nouvelles industries en ligne nécessiteront des compétences socio-émotionnelles, créatives et de conception.



Commerce mondial des services, y compris basés sur les interactions humaines



Rapprochement entre les économies informelle et formelle

4. Le rapprochement entre les économies informelle et formelle : les plateformes numériques peuvent aider les plus pauvres à saisir les opportunités.

5. Des économies nationales diversifiées et connectées : les nouvelles technologies peuvent permettre d'améliorer considérablement les liens entre les secteurs nationaux.

Vision, objectifs stratégiques et voies émergentes

- Pour s'assurer que la vision suscite la mobilisation l'enthousiasme, les pays pourraient également préciser :
 - comment et par qui les technologies numériques seront utilisées dans l'économie (sont-elles inclusives?)
 - quelles sont les voies de la croissance tirée par le numérique qui présentent le plus fort potentiel (à quoi ressembleront les secteurs d'activité futurs dans ce pays?)
 - les risques associés, y compris les secteurs ou les personnes qui pourraient être laissés pour compte (la vision est-elle réaliste?)
- Si la vision doit éviter de sélectionner les gagnants parmi les secteurs ou les industries, des exemples concrets de voies numériques vers la prospérité (tels que ceux de la page précédente) peuvent favoriser l'implication des principales parties prenantes.



Infrastructures

- Les infrastructures disponibles conditionnent l'étendue des réseaux numériques, ainsi que la vitesse et la fiabilité avec lesquelles les données circulent dans une économie.
- Ce kit utilise le terme « infrastructures » pour désigner :
 - les infrastructures électriques ;
 - les infrastructures de communication physiques ;
 - les infrastructures « souples » des systèmes numériques de base, notamment les systèmes d'identification, la finance numérique, les API ouvertes et l'administration en ligne.
- Ce cadre est largement conforme au Global Innovation Index et au livre blanc *Internet for All* du Forum économique mondial.

RESSOURCES

[Digital access in Africa – Caribou Digital](#)

[Broadband strategies handbook – Banque mondiale](#)

[Alliance for Affordable Internet research and publications – A4AI](#)

[GSMA digital identity resources – GSMA](#)

[Identification for development – Banque mondiale](#)

[Internet for all – Forum économique mondial](#)





Infrastructures

- Pour aider les pays à hiérarchiser leurs efforts en matière d'infrastructures, le kit tient compte de :
 - l'efficacité des politiques et réglementations en matière de concurrence entre les fournisseurs d'infrastructures, en vue de les rendre plus abordables ;
 - la couverture équitable des infrastructures : les inégalités entre les zones urbaines plus denses et les zones rurales moins denses sont encore trop fréquentes ;
 - l'interopérabilité internationale des infrastructures nationales, garantissant que les entreprises et les particuliers peuvent accéder aux produits et services numériques d'autres pays et vendre sur ces marchés.





Personnes

- La productivité et la créativité de la population d'un pays (son capital humain) sont d'autant plus importantes pour une croissance inclusive à l'ère du numérique.
- Certaines entreprises (et certains gouvernements) stimulent la productivité en remplaçant les personnes par de nouvelles technologies. Loin d'être nocif pour l'emploi, ce processus tend souvent à créer plus de possibilités de travail qu'il n'en détruit.
- Bien qu'elle soit généralement bénéfique dans l'ensemble, cette transition est perturbatrice pour les individus et les communautés. Certaines « anciennes » opportunités économiques disparaîtront probablement avant que de « nouvelles » ne soient créées, et les nouvelles opportunités seront probablement différentes, par exemple en ce qui concerne l'éventail de compétences requises ou la situation géographique.

RESSOURCES

[Human capital project: Changing nature of work: Mind, society and behaviour – Banque mondiale](#)

[Digital literacy global framework – UNESCO](#)

[Guaranteed employment or guaranteed income – Martin Ravallion](#)

[Policy responses to new forms of work – OCDE](#)

[Positive disruption: Health and education in a digital age – Commission Pathways](#)





Personnes

- Cette boîte à outils propose de se concentrer sur les compétences de trois groupes de personnes : les utilisateurs, les fournisseurs/créateurs d'outils numériques et les pouvoirs publics.
- Les *utilisateurs* des technologies numériques auront besoin d'un nouvel ensemble de compétences, notamment :
 - des capacités numériques, de la manipulation du matériel de base et l'utilisation des systèmes d'exploitation à la compréhension des empreintes numériques et de la confidentialité des données (voir le cadre de l'UNESCO pour une discussion approfondie) ;
 - des compétences plus larges pour utiliser les technologies numériques de manière plus productive et innovante, y compris le travail d'équipe, la communication, l'esprit d'entreprise et les capacités de gestion des entreprises ;
 - des compétences plus difficiles à automatiser et qui seront donc relativement recherchées, notamment l'empathie, la dextérité manuelle, la créativité et la faculté de jugement.



Personnes

- Si de nombreux pays n'auront pas besoin d'une expertise de pointe pour repousser les frontières mondiales, les *fournisseurs* de technologies numériques de tous les pays auront besoin de compétences techniques sans cesse changeantes pour appliquer et adapter les nouvelles technologies aux cas d'utilisation locale.
- Tous les responsables et dirigeants *gouvernementaux* devront comprendre les grands risques et opportunités liés aux technologies numériques, tels qu'ils sont décrits dans ce Kit sur l'économie numérique. Cela ne concerne pas seulement les organes de réglementation des TIC : tous les responsables devront comprendre comment la numérisation va se dérouler dans leur secteur.
 - Afin de gérer efficacement l'économie, les responsables ont également besoin de compétences plus souples pour une approche collaborative, flexible et adaptative de la conception conjointe des politiques et des réglementations. Cette approche est examinée plus en détail dans l'étape stratégique de ce kit.
- Les pays doivent également tenir compte de la portée internationale des compétences et des certifications, afin de garantir que les utilisateurs et les fournisseurs puissent prendre part aux marchés régionaux/mondiaux.



Personnes

- En plus de renforcer les capacités des personnes, les pays doivent s'assurer que leurs marchés du travail sont adaptés à l'ère numérique.
- Pour cela, il faut veiller à ce que les populations disposent des informations et ressources nécessaires pour passer rapidement des secteurs en déclin aux secteurs émergents. Cela signifie également qu'il faut instaurer des systèmes de protection sociale holistiques et efficaces pour amortir les transitions individuelles.
- Les utilisateurs de ce kit devront envisager de mener une réflexion sur la multitude de voies permettant d'obtenir des résultats plus équitables sur le marché du travail. Une intervention brutale sur le marché du travail permet rarement d'atteindre ces objectifs essentiels.



Parenthèse : la perturbation positive des systèmes de capital humain

- Les recherches de la Pathways Commission montrent que de nombreuses innovations en matière de matériel informatique dans l'éducation ont échoué en raison d'un manque d'investissements complémentaires dans les contenus, les capacités numériques, les infrastructures et les systèmes de base.
 - Par exemple, il est peu probable que l'installation de matériel informatique dans les salles de classe suffise à améliorer les résultats de l'apprentissage.
- Les interventions qui fonctionnent sont celles qui : (i) ne se concentrent pas seulement sur le matériel, mais sur les contenus, le partage des données et les connexions à l'échelle du système rendus possibles par les technologies numériques, et (ii) ne déploient les technologies qu'après un examen approfondi, et en vue de s'attaquer à un problème réel et identifié.
- Parmi les approches les plus fructueuses figurent les investissements qui accélèrent les retours d'informations et l'itération, renforcent l'interopérabilité, établissent de meilleurs flux d'informations et instaurent de nouvelles règles en matière de confidentialité et de sécurité des données.

[Rapport de la Pathways Commission : Positive Disruption](#)



Finances

- Une intermédiation financière inclusive sera essentielle à mesure que les ménages, les entreprises et les pouvoirs publics se moderniseront et innoveront grâce aux technologies numériques.
- Pour les *ménages* des pays en développement et des économies émergentes, il s'agit notamment de réfléchir à l'accessibilité financière des produits numériques, ainsi qu'au financement du matériel et de l'utilisation du numérique du côté de la demande.
- Pour *les entreprises* qui cherchent à démarrer, à se développer et à croître, cela inclut l'accès à divers services allant des subventions de pré-amorçage aux options mezzanines et plus conventionnelles, en passant par les investisseurs providentiels et le capital-risque. Garantir l'accès au capital à long terme sera important pour la croissance de la productivité et l'innovation à long terme.

RESSOURCES

[Consultative Group to Assist the Poor \(CGAP\) research and analysis – CGAP](#)

[The World Bank's preference for private capital: Explained – Center for Global Development](#)

[Financial sector resources – Banque mondiale](#)

[Fostering inclusive innovation for sustainable development](#)

[Breaking the Pattern – Village Capital](#)

[Financing tech entrepreneurs and SMEs – infoDev](#)





Finances

- Pour les *gouvernements* qui souhaitent investir dans leur population, leurs services et leurs infrastructures, il s'agira de combiner avec soin les revenus nationaux, les subventions internationales, le financement mixte et des options plus commerciales.
 - L'« approche en cascade » de la Banque mondiale est une approche heuristique utile pour maximiser le financement du développement. En vertu de cette approche, les pays doivent privilégier le financement privé dans la mesure du possible. Si cela s'avère inadapté, des mesures politiques, réglementaires et d'atténuation des risques doivent être prises pour débloquer de nouveaux financements privés.
 - Ce n'est qu'après avoir évalué et rejeté ces solutions que les gouvernements doivent envisager un financement public, y compris de la part des contribuables et des donateurs internationaux.



Environnement politique et réglementaire

- Les données alimentent les technologies numériques, mais elles suscitent de nouveaux défis pour les responsables des politiques économiques et les organismes de réglementation (voir page suivante).
- Les pays doivent trouver un équilibre entre des objectifs potentiellement contradictoires lorsqu'ils élaborent une politique et des réglementations pour les secteurs numériques, notamment des objectifs relatifs à l'innovation, aux investissements et à la génération de revenus nationaux.
- En outre, la plupart des pays devront s'attaquer à des problématiques importantes qui vont bien au-delà des seuls secteurs numériques, telles que les règles commerciales ou les normes environnementales. Ces questions dépassent le champ d'application de ce Kit sur l'économie numérique, mais les pays peuvent tout de même les examiner en même temps que les préoccupations liées à la politique numérique.

RESSOURCES

[*Digital diplomacy – Pathways Commission*](#)

[*Unlocking digital competition – Digital Competition Expert Panel*](#)

[*Tax and digitalisation – OCDE*](#)

[*Regulatory environment resources – GSMA*](#)

[*Tendances technologiques – Organisation mondiale de la propriété intellectuelle*](#)

[*Cybersecurity resources: Conformity and interoperability resources – ITU*](#)





Environnement politique et réglementaire

- Les caractéristiques spécifiques des données qui remettent en cause les cadres analytiques et les réponses politiques classiques sont notamment les suivantes :
 - des effets de réseau et des économies d'échelle considérables
 - un manque de clarté quant à la propriété des données et aux normes de collecte, de traitement et de stockage des données
 - une interopérabilité insuffisante, qui réduit le partage et la portabilité des données entre les différents acteurs et les pays
 - une incapacité à définir qui génère de la valeur économique dans les entreprises numériques transfrontalières
 - l'émergence de nouveaux modèles commerciaux de plateformes numériques
- Si ces problématiques peuvent survenir dans d'autres pans de l'économie, il est rare qu'elles soient toutes présentes simultanément dans un seul secteur.



Environnement politique et réglementaire

- Des analyses et les solutions commencent à être proposées pour bon nombre de ces enjeux politiques, mais un consensus sur l'importance relative de chaque facteur, sur la manière d'évaluer sa présence et sur la façon d'évaluer les solutions politiques/réglementaires semble encore lointain.
- Ce kit vise à soutenir l'élaboration des politiques nationales, non pas en prescrivant des « bonnes pratiques internationales », mais en présentant les résultats d'expériences politiques et réglementaires récentes dans divers contextes.
- Ce kit regroupe les réponses politiques et réglementaires potentielles en cinq grandes catégories :
 1. *Politique de la concurrence.* Mesures visant à lutter contre les nouveaux comportements anticoncurrentiels, les économies d'échelle, les effets de réseau, les tendances monopolistiques des opérateurs historiques et les autres barrières à l'entrée.



Environnement politique et réglementaire

2. *Fiscalité.* Approches en matière de génération et de partage des revenus des transactions numériques, y compris lorsque les entreprises numériques ont une empreinte physique faible (voire nulle) dans les pays où elles mènent leurs activités.
3. *Propriété intellectuelle.* Politiques et réglementations visant à protéger ce qui peut être l'atout le plus précieux d'une entreprise numérique, en encourageant les investissements et l'innovation sans nuire à la concurrence.
4. *Normes de données et interopérabilité.* Politiques et réglementations facilitant des flux de données efficaces et sûrs entre différents lieux, systèmes et dispositifs. Il est nécessaire d'adopter une approche proactive pour que les pays résistent à la tentation de restreindre brusquement le transit des données, y compris des mesures strictes de localisation ou de souveraineté.
5. *Cybersécurité et protection des données.* Approches en matière de protection des données et de sécurité de l'information visant à donner confiance dans les transactions numériques tout en préservant l'ouverture d'Internet en tant que plateforme d'innovation et de croissance inclusive.

Interconnexions

- Les différents piliers identifiés dans ce kit sont en réalité des systèmes complexes interconnectés qui interagissent, se recoupent et sont grandement interdépendants.
- Ces interconnexions signifient que les activités d'un pilier doivent être en harmonie avec les activités de l'autre pilier. Cela ne sert à rien de se focaliser uniquement sur les compétences de codage de pointe dans le cadre du pilier « Personnes » si toutes vos autres activités visent à encourager l'utilisation d'outils numériques de base par les agriculteurs isolés.
- Les dirigeants des secteurs public et privé doivent également se préparer à de nouveaux modèles commerciaux et de nouvelles technologies et approches qui transcendent les quatre piliers.
 - Les pages suivantes prennent l'exemple des plateformes numériques, mais les frontières entre les piliers semblent vouées à être de plus en plus floues.

RESSOURCES

[Problem-driven iterative adaptation toolkit – Université de Harvard](#)

[Embracing complexity - Boulton](#)

[Systems thinking resources – Meadows](#)

[Creating adaptive policies – Swanson et Bhadwal](#)

[Human-Centred Design Kit – IDEO](#)

[The age of digital interdependence – Groupe de haut niveau sur la coopération numérique du secrétaire général des Nations unies](#)



Parenthèse : les plateformes numériques

- Les plateformes numériques hébergent des interactions et des échanges entre d'autres parties dans le cadre desquels : (i) la plateforme hôte facilite la création de valeur, (ii) la plateforme prend une part de cette valeur, mais (iii) la plateforme ne contrôle pas complètement la portée des interactions ou leurs résultats.
- Les plateformes numériques peuvent être classées en deux grandes catégories : les « plateformes de transaction » et les « plateformes d'innovation ». Les plateformes de transaction servent d'intermédiaire entre les acheteurs et les vendeurs (par exemple une application de taxi ou une boutique en ligne), tandis que les plateformes d'innovation, comme les systèmes d'exploitation, les magasins d'applications ou les API civiques ouvertes, facilitent le développement de produits novateurs.
- Les plateformes numériques et les entreprises qui les possèdent sont un excellent exemple de la **nature interconnectée** des quatre piliers. Les plateformes contribuent souvent à la construction des piliers, mais elles sont aussi profondément tributaires de ces derniers.
 - Pour saisir les opportunités créées par les plateformes numériques (et atténuer les risques qui y sont associés), il faudra instaurer des approches coordonnées entre les secteurs et entre les quatre piliers du cadre du kit.

Parenthèse : les plateformes numériques

- Il existe d'innombrables exemples de plateformes de transactions numériques sur les marchés émergents et en développement, dont beaucoup sont à la fois actives dans leur secteur et en tant qu'investisseurs dans les piliers sous-jacents. Parmi les principaux exemples en Afrique, on peut citer :
 - Lynk, qui met en relation les ménages et les entreprises du Kenya avec les travailleurs du secteur informel. Plus qu'un simple tableau d'affichage numérique des offres d'emploi, Lynk fournit des ressources pour aider ces travailleurs à professionnaliser leurs services et à diversifier leurs compétences, contribuant ainsi au capital humain du pays.
 - La plateforme de commerce électronique de Jumia, dont le siège est à Lagos, au Nigeria, met en relation plus de 10 000 vendeurs aux consommateurs de quelque 6 millions de produits dans 13 pays africains. Pour y parvenir, Jumia a investi dans les infrastructures physiques et les systèmes numériques de base, ainsi que dans le développement des capacités numériques dont les acheteurs et les vendeurs ont besoin pour utiliser la plateforme.



Étape 1: Évaluation

- Introduction
- Cadre conceptuel
- Étape 1 Évaluation
- Étape 2 Dialogue
- Étape 3 Stratégie
- Annexe 1
- Annexe 2
- Annexe 3

Évaluation: vue d'ensemble



RESSOURCES

[Thicker policy diagnostics – Oxford Policy Management](#)

[Going digital toolkit – OCDE](#)

[Country diagnostics database – Institutions financières de développement](#)



- Avant qu'un pays ne puisse élaborer une vision, une stratégie et des actions nationales pour une croissance inclusive, il convient d'abord de déterminer son degré de préparation numérique.
- Plusieurs institutions internationales élaborent des cadres de diagnostic technique et allouent des ressources à leur mise en œuvre.
 - Ces initiatives sont certes importantes, mais les pays n'ont pas besoin d'attendre de nouvelles collectes et analyses de données.
- Il y a déjà de grandes quantités de données dans la plupart des pays. Le problème le plus courant est la fragmentation des données et des preuves, qui entrave le dialogue et la formulation d'une stratégie. La présente évaluation rassemble ces données.

Évaluation: vue d'ensemble

- La première étape de ce kit propose un cadre d'évaluation pour aider les pays (i) à poser le bon éventail de questions, et (ii) à organiser leurs réponses pour favoriser un dialogue constructif et une stratégie nationale exhaustive.
- Elle présente les questions fondamentales qui méritent d'être étudiées dans n'importe quel pays, et fournit des sources de données internationales voire nationales pour éclairer l'analyse. Le détail des questions et des sources des données se trouvent à l'[Annexe 1](#).
- C'est également l'occasion de réfléchir au paysage stratégique actuel du pays et à son évolution. Les « lacunes dans la mise en œuvre » peuvent nuire aux meilleures stratégies, il est donc préférable de les identifier dès le départ.



La phase d'évaluation initiale est vitale

pour deux raisons : pour rassembler des preuves en vue d'un dialogue éclairé sur les compromis et les priorités, et pour déterminer le point de départ de la transition numérique de chaque pays en fonction des investissements passés et de l'environnement politique de départ. Sans ce travail de diagnostic, le dialogue et l'amorce de stratégie seront mal avisés.»

Benno Ndulu, directeur académique, Pathways for Prosperity Commission

Évaluation: vue d'ensemble

- Si possible, les paramètres de mesure au niveau des pays doivent être accompagnés de points de référence, par exemple les années précédentes (afin de montrer une tendance dans le temps), ou des comparaisons avec d'autres pays aux revenus ou caractéristiques socioculturelles similaires.
- Les données qualitatives issues d'entretiens avec des experts ou de groupes de discussion peuvent être utilisées pour compléter les preuves quantitatives, en particulier lorsque les données qualitatives sont insuffisantes ou peu fiables.
- Les utilisateurs de ce kit doivent se montrer activement et systématiquement inclusifs, notamment en ventilant les données et les analyses. Par exemple, en plus des statistiques nationales sur l'utilisation du numérique, quelles sont les variations selon le sexe ou la région ?



En Éthiopie, nous avons adopté une approche comparative de l'évaluation, en comparant l'Éthiopie à ses voisins et aux moyennes subsahariennes. »

Sinit Zeru, chef de l'équipe Éthiopie (Tony Blair Institute for Global Change)

Évaluation : vue d'ensemble

- Les pays peuvent adapter ce cadre d'évaluation à leur contexte, en examinant certaines questions plus en détail que d'autres, ou en incluant d'autres questions en plus de celles qui figurent dans ce kit.
- Toutefois, si les pays souhaitent vraiment élaborer un plan robuste de préparation au numérique, ils ne doivent pas limiter leur évaluation en excluant des piliers ou des questions à ce stade.
- La valeur de l'évaluation réside dans son ampleur, en présentant en un seul endroit des données et des analyses sur des questions qui sont généralement cloisonnées, mais qui sont en fait profondément interconnectées.



En Mongolie, nous avons dû prendre en compte les questions de durabilité en même temps que la croissance économique. La pollution de l'air est l'une des principales préoccupations politiques pour les habitants d'Oulan-Bator. Notre évaluation en a tenu compte en examinant l'impact qu'une économie numérique pourrait avoir en réduisant la nécessité de se déplacer et la dépendance économique à l'exploitation minière.

Bolor-Erdene Battsengel,
chef de l'équipe Mongolie
(Access Solutions LLC)

Vision, objectifs stratégiques et voies émergentes

- La première partie de l'évaluation est conçue pour aider les utilisateurs à définir leur vision et leurs objectifs stratégiques, et à identifier les secteurs de l'économie qui pourraient être les premiers à adopter les technologies numériques en faveur d'une croissance inclusive.
- Cette vision pourrait s'appuyer sur les éléments suivants : performances et perspectives économiques récentes, nature de l'utilisation du numérique par différentes personnes et entreprises, présence plus ou moins importante de nouvelles formes de numérisation dans différentes parties de l'économie.
- Il faut pour cela rassembler tout un éventail de données, notamment celles de l'agence nationale des statistiques, de la Banque mondiale, de l'Union internationale des télécommunications, et des enquêtes locales sur le marché du travail et les revenus/dépenses.



En Afrique du Sud, nous avons identifié

les voies qui présentent le plus de potentiel de création d'emplois et la plus grande faisabilité. Il s'agit des services commercialisés à l'échelle mondiale, des plateformes numériques pour la main-d'œuvre peu qualifiée, et de faire de l'Afrique du Sud un pôle des technologies de pointe sur le continent. »

Mark Schoeman, chef de l'équipe Afrique du Sud (Genesis Analytics)

Pour plus d'informations, voir [l'Annexe 1.](#)



Infrastructures

- Lors de l'évaluation du premier pilier, les utilisateurs doivent rassembler des données et des connaissances sectorielles pour comprendre la portée des infrastructures pertinentes et leur qualité, et pour identifier les groupes ou les zones qu'elles ne couvrent pas.
 - La compréhension des disparités géographiques, entre zones rurales et urbaines et entre les sexes constitue ici une dimension essentielle de l'inclusion.
- Les utilisateurs du kit pourraient aussi réaliser une analyse qualitative de l'efficacité des politiques et réglementations pour stimuler la concurrence sur les marchés de l'électricité et des télécommunications. Cette concurrence s'est avérée essentielle pour améliorer la qualité, l'accessibilité financière et la fiabilité.
- Les paiements et l'identification numériques doivent être une priorité dans toute réflexion sur les systèmes numériques fondamentaux, mais les pays peuvent aussi avoir intérêt à évaluer des systèmes élargis de gouvernement en ligne.

Pour en savoir plus, voir
[**l'Annexe 1.**](#)



Personnes

- Dans le cadre de ce pilier, les utilisateurs doivent évaluer trois enjeux connexes : degrés de compétence, marchés du travail et protection sociale.
 - Il est essentiel d'évaluer la manière dont ces derniers varient en fonction des groupes géographiques et économiques et entre les hommes et les femmes.
- L'évaluation doit décrire les lacunes dans les compétences numériques et non numériques nécessaires aux différents groupes, et aborder les contraintes comportementales (telles que les normes sociales) qui empêchent l'utilisation du numérique par différents groupes.
- Concernant les marchés du travail et la protection sociale, les utilisateurs peuvent combiner les données disponibles au niveau international avec les savoirs de la société civile et des entreprises pour comprendre quel est l'impact des technologies sur les travailleurs dans tous les pans de l'économie, et sur l'efficacité des systèmes de soutien existants.

Pour en savoir plus, voir
[**l'Annexe 1.**](#)



Finances

- L'évaluation de ce pilier doit donner aux utilisateurs une idée de la facilité avec laquelle les ménages, les entreprises et les gouvernements peuvent financer la participation numérique et y avoir accès financièrement.
 - Sont par exemple concernés les ensembles de données pour une personne ou la capacité d'une entreprise à financer une mise à niveau technologique majeure.
- Certaines informations proviennent d'enquêtes auprès des ménages, des entreprises et des dirigeants, mais ces chiffres doivent être complétés par des informations provenant de la consultation des utilisateurs, des entreprises et des experts.
- Dans ce contexte, l'inclusion consiste à déterminer si l'accès au financement est homogène dans tout le pays, par exemple pour les entreprises dont les propriétaires sont de sexe ou d'origine ethnique différents, et pour les entreprises à différents stades de leur cycle de vie.

Pour en savoir plus, voir
[**l'Annexe 1.**](#)



Environnement politique et réglementaire

- Pour ce pilier, les utilisateurs peuvent évaluer dans quelle mesure les politiques et réglementations actuelles sont adaptées aux nouveaux modèles commerciaux numériques, dont la concurrence, la fiscalité, la propriété intellectuelle, les normes/l'interopérabilité des données et la cybersécurité/protection des données.
- Il existe peu de sources de données quantitatives pour l'évaluation de ce pilier. En leur absence, les utilisateurs peuvent procéder à une évaluation qualitative par le biais d'une consultation approfondie.
 - Il est important que cette consultation implique une pluralité de parties prenantes (ayant des intérêts différents), afin de garantir que les conclusions et les recommandations qui en découlent reflètent des compromis complexes sans simplifier à outrance la réalité.

Pour en savoir plus, voir
[**l'Annexe 1.**](#)

Interconnexions

- Il est essentiel de comprendre, dans le contexte national, comment les quatre piliers interagissent, se recoupent et sont interdépendants.
- L'évaluation diagnostique doit tenter d'analyser le degré d'alignement de la stratégie et des opérations relevant des quatre piliers qui existent déjà.
- Elle doit inclure une analyse des plans de développement pertinents et leur mise en œuvre dans les secteurs clés, ainsi qu'une évaluation de la qualité du dialogue public-privé et privé-privé en vue de coordonner les parties prenantes autour de ces projets.
- Les évaluations peuvent également identifier les modèles commerciaux émergents dans le pays qui transcendent les piliers du cadre conceptuel du kit (comme les nouvelles plateformes numériques). Les obstacles à la croissance et à l'inclusivité rencontrés par ces entreprises peuvent être de nature très différente de ceux des entreprises plus conventionnelles.

Pour en savoir plus, voir [**l'Annexe 1.**](#)

Résultats de l'évaluation

- Au bout du compte, les utilisateurs de ce kit devront produire une évaluation diagnostique exhaustive sous la forme d'une publication indépendante abordant les enjeux décrits dans cette section et dans l'[Annexe 1](#).
- Toutefois, l'objectif ultime est d'aiguiller un dialogue de haut niveau.
 - Une évaluation exhaustive est souvent un document dense. Les pays qui ont testé ce kit en phase pilote ont trouvé utile de diffuser les messages les plus importants dans des notes d'information plus courtes.
- Dans les trois pays qui ont testé ce kit en phase pilote, l'évaluation était un « document évolutif ». Une version complète a été préparée pour éclairer les sessions de dialogue, mais elle a également été constamment mise à jour tout au long du dialogue.

Pour plus de détails sur les résultats de l'évaluation des échantillons des pays pilotes, cliquez [ici](#).



Étape 2 : Dialogue

- Introduction
- Cadre conceptuel
- Étape 1 Évaluation
- Étape 2 Dialogue
- Étape 3 Stratégie
- Annexe 1
- Annexe 2
- Annexe 3

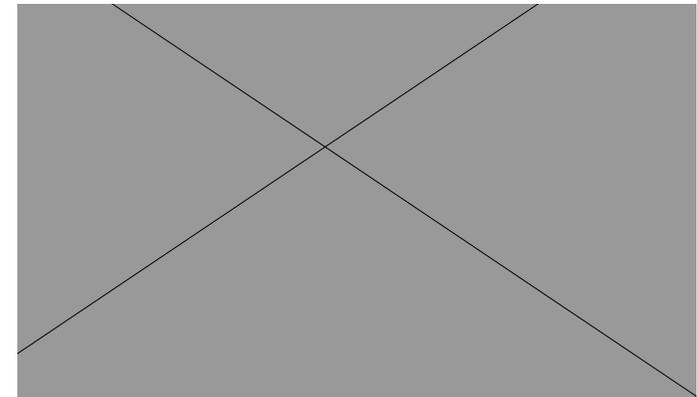
Dialogue: vue d'ensemble



- La deuxième étape du processus du Kit sur l'économie numérique consiste à s'appuyer sur l'**évaluation** (qui donne un aperçu du degré de préparation numérique du pays) pour aider les experts et les dirigeants à définir les priorités d'action.
- Les dialogues doivent impliquer une multitude de leaders et d'experts du secteur privé, de la société civile et de tous les organes gouvernementaux concernés.
- Les participants doivent être conscients que ce n'est que le début. Même lorsqu'une **amorce de stratégie** reflétant les conclusions du dialogue aura été élaborée, il faudra encore mener des négociations plus détaillées et affinées.
- La négociation et la mise en œuvre d'un accord national de cette nature prendront des mois, voire des années. Les participants au dialogue doivent avoir à l'esprit qu'un long processus les attend.

Dialogue : vue d'ensemble

- Le processus décrit dans ce Kit sur l'économie numérique est un dialogue participatif réunissant diverses parties prenantes des secteurs public, privé et du troisième secteur. Il doit permettre :
 - de générer un consensus autour d'une vision et d'un discours nationaux convaincants sur la croissance inclusive à l'ère numérique
 - de convenir d'une liste restreinte de changements de priorité dans la stratégie des quatre piliers
 - d'identifier les risques créés par ces changements stratégiques et les mesures à prendre pour gérer les perturbations
 - de déterminer la meilleure façon d'asseoir l'influence de l'amorce de stratégie dans le contexte national
 - de s'engager à soutenir conjointement la mise en œuvre de [l'amorce de stratégie](#).



Dialogue : vue d'ensemble

- Afin de susciter un dialogue productif, cette section propose :
 - des indications générales sur la meilleure façon de gérer un dialogue de cette nature
 - une série d'enjeux que les chefs de file à travers la société pourraient examiner
 - une série d'études de cas destinée à nourrir la discussion via des exemples concrets
- Ces enjeux et études de cas sont classés selon la structure à quatre piliers du Kit sur l'économie numérique, mais les utilisateurs ne doivent pas hésiter à adapter et concevoir des dialogues sur les sujets les plus importants dans leur contexte.
- **L'Annexe 2** présente des informations plus détaillées sur les instructions et le contenu issues des trois pays pilotes.



Pour que le dialogue soit constructif, nous avons insisté pour que les participants se retroussent les manches et élaborent des plans d'action visant à diffuser la culture et les compétences numériques à grande échelle, ou à améliorer l'accessibilité des données mobiles pour les Mongols vivant sous le seuil de pauvreté. Les dialogues concernant la Mongolie ont porté sur la cocréation, et non sur le débat. »

Bolor-Erdene Battsengel,
chef de l'équipe Mongolie
(Access Solutions LLC)

Planification des sessions de dialogue

- Les utilisateurs de ce Kit sur l'économie numérique doivent déterminer quel type de dialogue national sera le plus efficace dans leur contexte en termes de niveau de responsabilité et d'ancienneté des participants, d'organisation des sujets, et de modalités d'interaction entre les participants.
- Dans les trois pays pilotes, le dialogue a généralement pris la forme d'une série d'ateliers multipartites destinés à approfondir des sujets spécifiques.
 - En Afrique du Sud, l'équipe de coordination a identifié un partenaire pour chaque session (souvent un groupe de la société civile ou un secteur industriel) pour aider à délimiter la discussion et formuler des recommandations concernant la liste des invités.
 - En Éthiopie, l'équipe de coordination a d'abord lancé un processus d'implication bilatéral très structuré, avant de réunir les parties prenantes.

Pour en savoir plus sur la manière dont les pays pilotes ont planifié le dialogue, cliquez [ici](#).

Planification des sessions de dialogue

- Les trois pays qui ont testé ce kit en phase pilote ont structuré leurs sessions de dialogue de manière très différente, chacun adaptant le cadre conceptuel pour répondre à ses propres besoins.

Éthiopie

Environ 30 réunions bilatérales avec les parties prenantes pour identifier les obstacles techniques et réglementaires dans des secteurs spécifiques.

3 ateliers multipartites :

- Régulation de l'innovation numérique
- Investir dans la régulation numérique
- Coordination avec les pouvoirs publics infranationaux

Mongolie

5 ateliers de résolution de problèmes :

- Personnes
- Finances
- Politiques et réglementations
- Systèmes d'identification et de paiement
- Accès au numérique et accessibilité financière

1 grande conférence nationale avec le Premier ministre, pour sensibiliser le public et passer à la mise en œuvre.

Afrique du Sud

3 ateliers sur les opportunités pour discuter des nouvelles possibilités sectorielles :

- Services faisant l'objet d'un commerce mondial
- L'Afrique du Sud comme pôle technologique régional
- Plateformes pour le travail peu qualifié

2 ateliers sur la facilitation :

- Accès au numérique
- Capital humain

Parenthèse : les clés d'un dialogue fécond

- Les participants au dialogue doivent voir les choses en grand. À quoi ressemble un avenir numérique ambitieux pour leur pays ?
- Les participants doivent résister à la tentation de se contenter trop vite à d'améliorations marginales pour optimiser les modèles commerciaux existants, et doivent se demander : qu'est-ce qui permettra au pays d'emprunter des chemins totalement nouveaux ?
- Les utilisateurs de ce kit doivent également tenir compte de la multitude d'approches qui s'offrent à eux, et éviter de proposer comme uniques solutions des programmes gouvernementaux en se demandant ce que peut être la contribution du secteur privé.
- Parmi les solutions aux plus grandes retombées figurent : la quête de modèles économiques totalement nouveaux, la modification des règles et des normes informelles qui façonnent les décisions économiques, la création d'un environnement propice à l'innovation par le biais de réformes de la gouvernance, la modification des objectifs économiques globaux par le biais de l'éducation et d'une stratégie, et la remise en question des hypothèses fondamentales sur la trajectoire de croissance du pays.
- Ces approches sont plus complexes que, par exemple, les programmes gouvernementaux existants élaborés au fur et à mesure, mais c'est justement cette complexité que visent les dialogues.

Vision, objectifs stratégiques et opportunités émergentes

- Quel sens doit revêtir la « croissance inclusive » dans le contexte national ?
- Quelle conjonction de voies serait la plus à même de contribuer à cette conceptualisation de la croissance inclusive ?
- Quels sont les nouveaux modèles commerciaux numériques qui pourraient alimenter la croissance inclusive ?
- Quels sont les principaux risques liés aux technologies numériques émergentes ?
- Quels pans de l'économie seront probablement gagnants et perdants en l'absence d'action ?

Pour en savoir plus, voir [**l'Annexe 2.**](#)



Infrastructures

- Concernant la couverture, quels doivent être les objectifs qualitatifs du pays, notamment en termes de rapidité, de fiabilité et d'innovation ?
- Quelles initiatives nationales ont contribué ou échoué à déployer une couverture de qualité ?
- Comment améliorer la qualité de la couverture, en particulier pour les groupes marginalisés ?
- Comment concrétiser les changements stratégiques prioritaires, notamment par le biais de politiques, de réglementations et d'investissements publics ou privés ?

ÉTUDES DE CAS EN LIGNE

Increasing electricity coverage by reimagining renewable energy delivery

[Delivering affordable internet in Myanmar](#)

[Lessons from Aadhar: analogue aspects of digital governance shouldn't be overlooked](#)



Pour en savoir plus, voir [l'Annexe 2.](#)



Personnes

- Quelles sont les lacunes à combler en matière de capacités pour assurer une croissance inclusive à l'ère numérique ? Qui sont les laissés pour compte et quels sont leurs besoins ?
- Comment combler au mieux les lacunes en matière de capacités, compte tenu du système national d'éducation et de formation existant ?
- Quelles initiatives passées ont particulièrement contribué ou échoué à améliorer les compétences et amortir les perturbations du marché du travail ?
- Comment faire en sorte que les transitions sur le marché du travail (dans les secteurs émergents et en déclin) soient moins perturbatrices pour les travailleurs et les entreprises ?
- Comment concrétiser les changements stratégiques prioritaires, notamment par le biais de politiques, de la réglementation et d'investissements publics ou privés ?

ÉTUDES DE CAS EN LIGNE

WeThinkCode_: digital skills development in South Africa

Coding for Employment: delivering It skills for youth unemployment in Africa

National Skills Development Corporation solving skills mismatches in India



Pour en savoir plus, voir **[l'Annexe 2.](#)**



Finances

- Où les besoins de financement sont-ils les plus essentiels (et les plus faibles) pour garantir une croissance inclusive à l'ère numérique ?
- Quelles initiatives nationales passées ont particulièrement contribué ou échoué à améliorer l'accès au financement ?
- Comment développer les services financiers de sorte à améliorer l'utilisation des technologies numériques par les ménages ? Comment faciliter l'accès au capital pour les entreprises qui souhaitent investir dans les technologies numériques ? Comment améliorer le financement des investissements publics, dans les limites de la viabilité macroéconomique ?
- Comment les changements stratégiques prioritaires peuvent-ils être mis en œuvre ?

ÉTUDES DE CAS EN LIGNE

Public Private Partnership for financing the Palapa Ring Project in Indonesia

Financing and skills training for MSMEs in Indonesia



Pour en savoir plus, voir [l'Annexe 2.](#)



Environnement politique et réglementaire

- Quelles réglementations et politiques ne sont pas prêtes pour l'ère numérique et menacent la croissance inclusive ?
- Quelles sont les approches nationales passées qui ont particulièrement contribué ou échoué à faciliter l'innovation, les investissements et les flux de données grâce aux technologies numériques ?
- Comment les cinq catégories de politiques et de réglementations peuvent-elles mieux tenir compte de la nature des technologies numériques ?
- Comment transformer les approches politiques/ réglementaires et les institutions pour qu'elles portent leurs fruits ? Quels processus de réforme ont fonctionné dans le passé ? Qu'est-ce qui est susceptible de bloquer les progrès aujourd'hui ?

ÉTUDES DE CAS EN LIGNE

Regulating mobile money for financial inclusion in Tanzania

A regulatory sandbox for financial sector in Kenya

Data protection and privacy law in Brazil

Digital privacy and personal data protection law in India



Pour en savoir plus, voir [**l'Annexe 2.**](#)

Interconnexions

- Parmi les opportunités identifiées, certaines sont-elles menacées par un mauvais alignement entre les objectifs des quatre piliers ?
- Quelles approches nationales et internationales passées ont favorisé la cohérence et l'alignement entre les différents acteurs dans les secteurs clés ?
- Comment le pays peut-il exploiter les opportunités créées par les plateformes numériques et les autres interconnexions ? Comment atténuer les risques ?
- Comment le pays doit-il mettre en œuvre sa stratégie nationale recoupant ces enjeux interdépendants ? Que faire pour que l'amorce de stratégie ne se contente pas de créer une myriade d'initiatives éparses ?

Pour en savoir plus, voir
[**l'Annexe 2.**](#)

Étape 3 : Stratégie et planification des actions



- Introduction
- Cadre conceptuel
- Étape 1 Évaluation
- Étape 2 Dialogue
- Étape 3 Stratégie
- Annexe 1
- Annexe 2
- Annexe 3

Stratégie: vue d'ensemble

- En s'appuyant sur l'analyse issue de la première étape (évaluation) et des conclusions communes issues de la deuxième étape (dialogue), les utilisateurs de ce kit devraient être en mesure d'élaborer un embryon ou une « amorce de stratégie ».
- Cette amorce doit contenir au minimum :
 - une synthèse des principales conclusions encourageantes de l'analyse diagnostique
 - une vision nationale et un ou plusieurs objectifs stratégiques
 - un ensemble d'activités crédibles qui pourraient permettre d'atteindre ces objectifs
 - une première évaluation des engagements, des partenariats, des approches, des ressources et de la gestion des risques nécessaires à la mise en œuvre



Stratégie : vue d'ensemble

- La façon d'aborder l'élaboration et la rédaction d'une amorce de stratégie sera différente d'un pays et d'une équipe à l'autre. C'est ce qui s'est produit dans les trois pays pilotes.
- En Éthiopie et en Afrique du Sud, les équipes ont toutes deux commencé par esquisser des priorités et des actions stratégiques possibles, alors même qu'elles étaient dans la dernière ligne droite de l'étape d'évaluation. Elles ont testé, développé et affiné ces idées au cours des sessions de dialogue.
- Il ne s'agit toutefois pas d'une condition préalable, comme le montre l'exemple de l'équipe mongole, qui n'a commencé la rédaction de l'amorce qu'après la fin de l'étape de dialogue.

Pour plus d'informations sur les amorces de stratégie des trois pays pilotes, cliquez [ici](#).

Stratégie : vue d'ensemble

- L'amorce doit combiner, dans les grandes lignes, les résultats de l'évaluation et du dialogue, mais doit être conçue de manière à être utile dans le contexte local.
 - Ainsi, en Mongolie, cette amorce a été soumise directement aux procédures législatives officielles.
 - En Afrique du Sud, l'amorce elle-même a servi à formuler des propositions dans le cadre de divers groupes de haut niveau (tel qu'un comité économique présidentiel public-privé); des plans plus précis ont été élaborés à partir de l'amorce générale à l'intention de différentes parties prenantes (par exemple, une stratégie pour le secteur de l'externalisation des processus d'affaire).
- Chaque utilisateur de ce kit constatera certainement que son amorce de stratégie remplit une fonction légèrement différente, et pourra l'adapter en fonction de ses besoins. Le reste de cette section formule des recommandations sur les éléments essentiels d'une amorce de stratégie.
- L'amorce de stratégie marquera la fin du processus du Kit sur l'économie numérique, mais le début d'une phase élargie.

Analyse et contexte

- Une amorce de stratégie doit d'abord définir un cadre d'action, en s'inscrivant dans le contexte politique au sens large. Pour cela, il est en grande partie possible de s'appuyer sur l'étape d'évaluation. Cette synthèse doit comprendre a minima :
 - un résumé des plans de développement nationaux en la matière, y compris ceux relatifs à l'économie et aux technologies
 - une base de référence sur l'utilisation des technologies numériques dans différents secteurs de l'économie et parmi les différents utilisateurs potentiels (citoyens, entreprises, société civile, pouvoirs publics), en mettant particulièrement l'accent sur l'inclusion
 - un résumé du potentiel qu'offrent les différentes voies numériques devant conduire à la prospérité pour différents groupes, notamment dans l'agriculture, le secteur manufacturier, les exportations de services et la connectivité intérieure
 - une liste des principaux obstacles à la croissance numérique inclusive identifiés pour chacun des piliers, et tout obstacle transversal.

Vision et objectifs stratégiques

- L'amorce de stratégie doit présenter une vision nationale mobilisatrice et définir des objectifs stratégiques :
 - Cette vision doit décrire les contours d'une économie nationale transformée dans le bon sens par les technologies numériques. L'expression « dans le bon sens » aura un sens différent selon le contexte, mais devra généralement sous-entendre une plus grande inclusion et un développement économique plus solide.
 - Les objectifs stratégiques peuvent inclure des objectifs de haut niveau relatifs à l'utilisation du numérique par différents groupes, ou encore des résultats économiques spécifiques induits par les technologies numériques. Dans un souci de cohérence, ces objectifs doivent être dans le droit fil des plans de développement nationaux de nature plus générale, être tournés vers l'avenir et refléter les tendances nationales et internationales.
 - Les objectifs stratégiques doivent être suffisamment précis et mesurables pour être crédibles, mais suffisamment souples pour rester pertinents à mesure que le contexte et les technologies évoluent.

Proposer des actions

- Les amorces de stratégie doivent proposer des actions qui soient raisonnablement à même d'atteindre les objectifs.
- Le format variera en fonction du public, du degré de consensus social et d'autres facteurs, mais toute proposition de plan d'action doit indiquer :
 - des « objectifs SMART » pour chacun des quatre piliers de la préparation au numérique (quoi faire)
 - pour chaque action ou initiative proposée, la description claire de l'objectif stratégique (de la page précédente) qu'elle doit permettre d'atteindre (pourquoi le faire)
 - les personnes, institutions ou partenariats responsables de chaque action proposée (qui le fera)

Proposer des actions

- S'il y a un grand nombre d'actions, il peut être utile de les présenter sous forme de séquence ou d'identifier les plus importantes, afin d'aider à affecter les ressources rares.
- Le plan doit également contenir une évaluation honnête des éventuelles incertitudes ou lacunes pour des actions spécifiques.
- Si une action risque d'entrer en conflit avec d'autres objectifs de l'amorce de stratégie (par exemple, si les subventions aux industries de haute technologie risquent de détourner les ressources allouées aux écoles pauvres), il faut l'indiquer. L'amorce de stratégie doit donner un aperçu équilibré et réaliste des propositions.



Dès le début du dialogue, les équipes de coordination doivent adopter une méthode structurée pour garder une trace des idées de programme et d'action. Les actions proposées dans l'amorce de stratégie doivent découler directement des discussions de la phase de dialogue. Il faut pour cela conserver soigneusement tous les documents. »

Toby Phillips, responsable de la recherche et des politiques, Pathways for Prosperity Commission

Partenariats, approches, ressources et risques

Il est primordial d'anticiper les partenariats, approches, ressources et la gestion des risques nécessaires pour concrétiser la vision d'un pays. Cela ne sera peut-être pas possible pour chaque action proposée, mais il faudra le faire a minima à l'échelle de l'amorce de stratégie.

Partenariats:

- Ce kit met l'accent sur les interconnexions critiques qui façonnent les technologies numériques et leur rôle dans l'économie. Dans ce contexte, la mise en œuvre d'une stratégie nécessitera de nouveaux partenariats reflétant cette interconnexion.
- L'amorce de stratégie peut identifier les domaines dans lesquels la nécessité future de nouveaux partenariats sera la plus grande, et commencer à préciser les personnes qu'il faudra peut-être impliquer.
- Différentes modalités sont possibles : forums de dialogue public-privé spécifiques à un secteur, collaboration entre des entreprises établies et des start-ups ou des acteurs de la société civile, partenariats intersectoriels sur des enjeux fondamentaux, coordination internationale, etc.

Partenariats, approches, ressources et risques

Approches:

- Compte tenu de la complexité et du dynamisme des nouvelles technologies, il peut être intéressant que l'amorce de stratégie ne se contente pas de dire ce qui doit être fait, mais aussi comment procéder différemment à l'ère numérique.
- Souvent, les nouvelles approches impliquent de prendre des risques et d'opter pour une mise en œuvre pas à pas, basée sur une réaction rapide à un apprentissage proactif dans le monde réel. Si l'amorce de stratégie en tient compte, les dirigeants disposeront alors d'un mandat et de la marge de manœuvre politique nécessaires pour prendre de tels risques (en supposant que l'amorce jouisse du soutien d'une grande partie de la société).
- Voici quelques exemples de ces nouvelles approches : des contrats plus souples, un suivi plus opportun pour accélérer l'apprentissage, y compris par des tests avant la mise à l'échelle, et le recours à des « sandboxes réglementaires » ou une gouvernance plus décentralisée pour laisser plus de place à l'innovation.

Partenariats, approches, ressources et risques

Ressources et risques :

- Bien que les besoins précis en capitaux et en personnel dépassent le cadre de l'amorce de stratégie, les utilisateurs de ce kit peuvent tout de même décrire qualitativement les coûts et les risques associés au plan d'action.
- Une amorce aura du mal à s'imposer si elle se présente comme une simple « liste de courses » énumérant de belles choses sans une analyse réaliste de ce qui est nécessaire pour les concrétiser ou de ce qui pourrait mal tourner.
- Les ressources requises pour chaque initiative du plan d'action sont par exemple la disponibilité horaire du personnel, les capitaux d'investissement, le financement des opérations et de la maintenance. Les ressources disponibles au niveau national/international et public-privé/troisième secteur doivent être identifiées et différenciées.
- L'analyse des risques doit évaluer les risques politiques, de mise en œuvre, fiduciaires, de sécurité, technologiques et financiers.

Annexe 1: Évaluation - Questions détaillées et sources de données



■ Introduction	■ Cadre conceptuel	■ Étape 1 Évaluation	■ Étape 2 Dialogue	■ Étape 3 Stratégie
■ Annexe 1	■ Annexe 2	■ Annexe 3		

Vision, objectifs stratégiques et voies émergentes

	Aperçu économique
Enjeux	<p>Dans quelle mesure l'économie est-elle porteuse de croissance ? Dans quelle mesure cette croissance est-elle inclusive ?</p> <p>Dans quelle mesure les différents secteurs de l'économie sont-ils interconnectés ?</p> <p>Quels sont les principaux risques pour les objectifs économiques ?</p> <p>Envisagez de ventiler les données en fonction des dimensions de l'inclusion.</p>
Données internationales	<p>Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde (WDI), données sur le PIB, la productivité, l'emploi, les revenus, la densité de nouvelles entreprises.</p> <p>Indice de pauvreté multidimensionnelle des Nations Unies (IPM)</p> <p>Atlas de la complexité économique</p> <p>Observatoire de la complexité économique</p>
Données Nationales	<p>Données sur les résultats économiques des comptes nationaux et de l'enquête sur les forces de travail (EFT); enquêtes Fin-Scope; enquête sur les revenus et les dépenses des ménages ou données de l'enquête sur les niveaux de vie; propriété d'actifs numériques; données de l'EFT sur l'informalité, la dispersion des salaires (indicateur de la fragmentation intérieure); enquêtes sur la numérisation des entreprises; données des enquêtes auprès des consommateurs; analyse du marché des télécommunications avec examen des prix, de la qualité et de l'adoption parmi différents groupes d'utilisateurs de nouveaux modèles d'entreprises inclusifs; entretiens clés avec les leaders sectoriels.</p>

Vision, objectifs stratégiques et voies émergentes

	Usage du numérique
Enjeux	<p>Dans quelle mesure, par qui et dans quel but les technologies numériques sont-elles utilisées dans l'ensemble de l'économie ?</p> <p>De nouveaux modèles commerciaux numériques émergent-ils, et qui en bénéficie ?</p> <p>Quelle est la prévalence des contenus locaux et en langues locales ?</p> <p>Envisagez de ventiler par dimensions d'inclusion et par types d'utilisateurs (ménages, entreprises et institutions gouvernementales).</p>
Données Internationales	<p>Données de l'UIT sur les utilisateurs de téléphones portables, les utilisateurs d'Internet mobile/fixe</p> <p>Données Global Findex de la Banque mondiale sur la pénétration de l'argent mobile</p> <p>Données des Nations unies sur la qualité de l'administration en ligne</p> <p>Données de l'enquête des experts de l'A4AI sur l'environnement politique/réglementaire</p>
Données Nationales	<p>Données sur les résultats économiques des comptes nationaux et de l'enquête sur les forces de travail (EFT); enquêtes Fin-Scope; enquête sur les revenus et les dépenses des ménages ou données de l'enquête sur les niveaux de vie; propriété d'actifs numériques; données de l'EFT sur l'informalité, la dispersion des salaires (indicateur de la fragmentation intérieure); enquêtes sur la numérisation des entreprises; données d'enquêtes auprès des consommateurs; analyse du marché des télécommunications, avec examen des prix, de la qualité et de l'adoption parmi différents groupes d'utilisateurs de nouveaux modèles d'entreprises inclusifs; entretiens clés avec les leaders sectoriels.</p>

Vision, objectifs stratégiques et voies émergentes

	Voies de croissance
Enjeux	<p>Quelles sont les priorités des plans de développement nationaux en matière de croissance inclusive ?</p> <p>Historiquement, quels secteurs ont été les moteurs de la croissance inclusive ?</p> <p>Dans quelle mesure les technologies numériques perturbent-elles différents secteurs ?</p> <p>Dans quelle mesure les technologies numériques influencent-elles la fragmentation économique et l'informalité ?</p> <p>À quel point les secteurs arrivent-ils à suivre les tendances internationales en matière de numérisation ?</p>
Données Internationales	Données des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale sur les contributions sectorielles à la valeur ajoutée brute, à la productivité et à l'emploi (statiques et de croissance)
Données Nationales	Données sur les résultats économiques des comptes nationaux et de l'enquête sur les forces de travail (EFT); enquêtes Fin-Scope; enquête sur les revenus et les dépenses des ménages ou données de l'enquête sur les niveaux de vie; propriété d'actifs numériques; données de l'EFT sur l'informalité, la dispersion des salaires (indicateur de la fragmentation intérieure); enquêtes sur la numérisation des entreprises; données d'enquêtes auprès des consommateurs; analyse du marché des télécommunications, avec examen des prix, de la qualité et de l'adoption parmi différents groupes d'utilisateurs de nouveaux modèles d'entreprises inclusifs; entretiens clés avec les leaders sectoriels.



Infrastructures

	Infrastructures électriques
Enjeux	<p>Quelle part des différents groupes d'utilisateurs (ménages, entreprises et institutions gouvernementales) a accès à des infrastructures électriques fiables ?</p> <p>Au regard de l'inclusion et des types d'utilisateurs, la réponse est-elle différente d'un sous-groupe à l'autre ?</p>
Données Internationales	<p>Base de données sur l'électrification dans le monde (Global Electrification Database)</p> <p>Base de données Sustainable Energy for All de la Banque mondiale</p> <p>Doing Business Index de la Banque mondiale</p> <p>Indice de pauvreté multidimensionnelle des Nations Unies</p>
Données Nationales	Données des régulateurs nationaux sur la couverture et la fiabilité ; données HIES ; données de recensement.



Infrastructures

	Infrastructures numériques physiques
Enjeux	<p>Quelle part de la population a accès à des infrastructures fiables de téléphonie fixe et mobile et d'Internet?</p> <p>Dans quelle mesure les infrastructures numériques physiques sont-elles connectées aux réseaux internationaux?</p> <p>Tenir compte de l'inclusion et des types d'utilisateurs.</p>
Données Internationales	Données de l' UIT et de la GSMA sur la couverture des réseaux et les débits moyens
Données Nationales	Données sur les tests de débit du réseau provenant des fournisseurs, des régulateurs et des utilisateurs nationaux.



	Systemes numériques de base
Enjeux	<p>Quelle est la part des membres de différents groupes possédant une carte d'identité nationale?</p> <p>Quelle part des services gouvernementaux est numérisée? Atteignent-ils les objectifs fixés?</p> <p>Les ménages ont-ils accès aux services financiers numériques?</p> <p>Les systèmes numériques sont-ils interopérables?</p> <p>Tenir compte de l'inclusion et des différents types d'utilisateurs.</p>
Données Internationales	<p>Données Global Findex de la Banque mondiale sur l'accès aux systèmes de paiement numériques</p>
Données Nationales	<p>Données des autorités nationales sur la couverture, la qualité et le coût administratif des systèmes numériques de base (y compris les systèmes d'identification et l'administration en ligne).</p>



	Concurrence efficace sur les marchés des infrastructures
Enjeux	<p>Dans quelle mesure les marchés nationaux de l'énergie et des télécommunications sont-ils compétitifs?</p> <p>Quelles sont les mesures fiscales et concurrentielles/réglementaires sectorielles applicables à l'électricité et aux télécommunications (en théorie et en pratique)?</p> <p>Quelles innovations favorables aux consommateurs ont perturbé ces marchés? À quoi ces innovations devaient-elles leur efficacité?</p>
Données Internationales	<p>Repères en matière de concurrence de la GSMA</p> <p>Données de l'enquête des experts de l'A4AI sur l'environnement politique/réglementaire</p>
Données Nationales	<p>Législation nationale; évaluations réglementaires nationales.</p>



Personnes

Compétences des utilisateurs	
Enjeux	<p>Quelles sont les lacunes actuelles et émergentes en matière de compétences numériques, cognitives et interpersonnelles parmi les différents groupes d'utilisateurs?</p> <p>Les systèmes de formation nationaux sont-ils en phase avec les besoins dynamiques du marché du travail?</p> <p>Quelles normes sociales et comportementales influencent l'utilisation productive des technologies numériques? Leur influence est-elle positive ou négative?</p> <p>Tenir compte des dimensions de l'inclusion.</p>
Données Internationales	<p>Base de données statistiques de l'UNESCO (taux d'alphabétisation sur le portail de données de la Banque mondiale)</p> <p>Données PIAAC de l'OCDE (2015)</p> <p>Données de l'UIT sur les compétences numériques, disponibles par sexe, tranche d'âge et zones rurales/urbaines</p> <p>Données de l'OIT sur l'emploi dans les secteurs professionnels</p> <p>Indice de pauvreté multidimensionnelle de l'ONU</p>
Données Nationales	<p>Résultats aux examens du secondaire dans le domaine des TIC et des matières connexes ;</p> <p>Enquête d'entreprise sur les déficits de compétences ;</p> <p>Enquêtes sur la culture financière et spécifiquement la culture financière numérique.</p>



Personnes

	Compétences des fournisseurs
Enjeux	<p>Quelles sont la prévalence et la croissance des compétences techniques en matière de TIC et des capacités de recherche et de développement dans les secteurs numériques ?</p> <p>Dans quelle mesure les employés des secteurs numériques sont-ils à même de s'adapter à l'émergence de nouvelles compétences techniques ?</p>
Données Internationales	<p>Données de l'UNESCO sur le pourcentage de diplômés en sciences, TIC et ingénierie</p>
Données Nationales	<p>Enquêtes auprès des entreprises du secteur des TIC ;</p> <p>Analyse des CV/profils sur les sites de recherche d'emploi du secteur des TIC ;</p> <p>Résultats aux examens universitaires dans le domaine des TIC et des matières connexes.</p>



Personnes

	Compétences des pouvoirs publics
Enjeux	<p>Dans quelle mesure les responsables et les régulateurs sont-ils conscients des enjeux numériques, en particulier dans les domaines prioritaires et les marchés du travail et des capitaux ?</p> <p>Les régulateurs et les responsables sont-ils prêts et aptes à collaborer de manière novatrice pour mettre en œuvre une politique dans un contexte d'incertitude ?</p>
Données Internationales	<p>Indice international d'efficacité de la fonction publique de l'IFG/BSG Government at a Glance/Qualité des données gouvernementales de l'OCDE</p> <p>Envisagez de reproduire ces enquêtes si les données ne sont pas disponibles pour votre pays</p>
Données Nationales	<p>Enquêtes auprès des entreprises du secteur des TIC ;</p> <p>Analyse des CV/profils sur les sites de recherche d'emploi du secteur des TIC ;</p> <p>Résultats aux examens universitaires dans le domaine des TIC et des matières connexes.</p>



Personnes

Réglementation du marché du travail	
Enjeux	<p>Dans quelle mesure la flexibilité du marché du travail et la protection des groupes de travailleurs sont-elles influencées par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la réglementation du secteur • l'emploi dans le secteur public • les politiques en matière de fiscalité du travail • l'asymétrie de l'information • les coûts de transfert • d'autres défaillances du marché/des pouvoirs publics ? <p>Les technologies numériques bouleversent-elles le marché du travail ? Si les pouvoirs publics sont déjà intervenus sur le marché du travail, l'objectif de chaque intervention était-il le même, et chaque intervention a-t-elle été couronnée de succès ?</p>
Données Internationales	<p>Données de l'enquête d'opinion du Forum économique mondial Doing Business Index de la Banque mondiale</p>
Données Nationales	<p>Enquêtes sur les forces de travail (EFT); enquêtes auprès des entreprises; données HIES sur la dispersion des salaires dans le pays.</p>



Personnes

	Protection sociale
Enjeux	<p>Quelle est l'étendue de la couverture nationale des programmes de protection sociale? Qui est couvert par les systèmes existants (et ces personnes sont-elles susceptibles de soutenir celles qui sont menacées par les perturbations liées aux technologies?)</p> <p>Dans quelle mesure l'aide apportée par les programmes nationaux est-elle adaptée? Que ressort-il de la comparaison entre les dépenses et les écarts de pauvreté nationaux?</p> <p>Dans quelle mesure les programmes nationaux sont-ils abordables?</p> <p>Quelle est l'efficacité de l'ensemble des mesures en matière de mutualisation des risques et de lissage de la consommation? Quelles incitations les programmes de protection sociale créent-ils pour les employeurs/employés?</p>
Données Internationales	<p>Atlas de la Banque mondiale sur les indicateurs de protection sociale (couverture de la protection sociale sur le portail de données de la Banque mondiale)</p> <p>Données de la Banque mondiale sur les retraites</p>
Données Nationales	<p>Données administratives des organismes de protection sociale ;</p> <p>Données HIES sur les revenus provenant des programmes gouvernementaux, les écarts de pauvreté et la vulnérabilité à la pauvreté.</p>



Financement de l'accès et de l'utilisation par les ménages	
Enjeux	<p>Que ressort-il de la comparaison entre les prix du matériel, des logiciels et de l'utilisation (minutes, messages, données) et les revenus disponibles ?</p> <p>Existe-t-il des services financiers abordables, et si oui permettent-ils d'accéder aux technologies numériques et de les utiliser ?</p> <p>Tenir compte des dimensions de l'inclusion et des différents types d'utilisateurs au sein de l'économie.</p> <p>Examiner à la fois les produits/services basiques et les produits/services de meilleure qualité.</p>
Données Internationales	Données de l' A4AI , l' UIT et la GSMA sur les prix, dont les prix comparés au revenu national brut (RNB) par habitant.
Données Nationales	Données HIES sur le revenu disponible et les dépenses dans les technologies numériques pour différents types d'utilisateurs ; coûts de mise à niveau technologique du secteur public.



Financement de la numérisation des start-ups et des entreprises établies	
Enjeux	<p>D'où les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) du secteur technologique tirent-elles leur financement ?</p> <p>Dans quelle mesure les entreprises établies peuvent-elles accéder à des capitaux pour investir dans la numérisation et les capacités du personnel ?</p> <p>Que ressort-il de la comparaison du financement des start-ups et des entreprises établies aux niveaux international et national ?</p> <p>Quels sont les facteurs qui entravent la portée et la profondeur du financement des start-ups et des entreprises établies, notamment les contraintes politiques/réglementaires ?</p>
Données Internationales	<p>Données en matière d'accès aux financements, enquête sur les entreprises de la Banque mondiale/l'IFC</p>
Données Nationales	<p>Enquêtes auprès des entreprises, y compris parmi les entreprises technologiques en phase de pré-amorçage et d'amorçage.</p> <p>Envisager des enquêtes sur mesure, y compris auprès des entreprises dans les incubateurs/accélérateurs.</p>



Financement des biens publics	
Enjeux	<p>Le gouvernement dispose-t-il d'une marge de manœuvre budgétaire pour investir dans les infrastructures, l'éducation, les compétences et d'autres biens publics?</p> <p>Y a-t-il des ressources publiques disponibles pour la recherche et le développement, y compris dans les milieux universitaires et le secteur privé?</p> <p>Dans quelle mesure les finances publiques (notamment les investissements publics) ont-elles été gérées efficacement dans le passé?</p>
Données Internationales	<p>Rapports du FMI au titre de l'article IV</p> <p>Indicateurs de l'économie mondiale du FMI (WEO)</p> <p>Évaluations de la gestion des investissements publics par le FMI et la Banque mondiale</p> <p>Évaluations du programme PEFA</p> <p>Données du Global Innovation Index</p>
Données Nationales	<p>Budgets nationaux</p>



Environnement politique et réglementaire

- Il existe peu d'évaluations des politiques et des réglementations qui se révèlent utiles, quantitatives et comparables au niveau international.
- Aux fins de ce diagnostic, les utilisateurs du kit doivent étudier la façon dont les politiques, les lois et les réglementations nationales évoluent (et sont remises en cause) en réponse aux nouvelles technologies numériques.
- Cela implique de déterminer dans quelle mesure l'environnement politique et réglementaire améliore directement les résultats pour les consommateurs. Quels acteurs l'environnement actuel a-t-il tendance à favoriser ?
- Une telle évaluation sera en grande partie qualitative, et comprendra : (i) un examen des politiques et de la législation, mais surtout (ii) une vaste consultation des groupes de consommateurs et de fournisseurs de services numériques, des régulateurs sectoriels et des autres parties prenantes.



Environnement politique et réglementaire

- En s'appuyant sur les cinq enjeux (concurrence, fiscalité, propriété intellectuelle, normes de données et cybersécurité), l'examen tentera de déterminer si :
 - les cadres réglementaires actuels peinent à s'adapter aux nouveaux modèles commerciaux numériques
 - l'innovation, les flux de données, l'inclusion et les investissements sont explicitement considérés comme des objectifs prioritaires de la politique économique (par opposition à d'autres objectifs, tels que le recouvrement des recettes fiscales ou la sécurité nationale)
 - les décideurs politiques et les régulateurs mettent effectivement en œuvre les dispositions conçues pour atteindre ces objectifs
 - les divergences entre les déclarations et les actions sont dues à des contraintes de capacité, à une inertie institutionnelle/culturelle ou à un manque de responsabilisation au sein des institutions concernées
 - la gouvernance actuelle des secteurs numériques a conduit à une inclusion plus ou moins numérique

Interconnexions

	Stratégie et cohérence opérationnelle
Enjeux	<p>Quel est le degré de coordination entre les entreprises, les pouvoirs publics et les autres parties prenantes au sein des secteurs clés? Quelles institutions sont là pour aider à coordonner la stratégie et les opérations dans ces secteurs? S'il y a fragmentation, quelle en est l'origine?</p> <p>Dans quelle mesure les stratégies et les opérations dans les secteurs et les piliers sous-jacents sont-elles bien alignées? S'il y a désalignement, quelle en est l'origine? (Les éléments à prendre en compte sont la faiblesse des flux d'information entre les acteurs, les mesures incitatives mal orientées parmi les opérateurs historiques, la faible concentration du marché, la fragmentation géographique, la segmentation sociale ou culturelle, le cloisonnement des pouvoirs publics et les blocages réglementaires.)</p>
Données Internationales	S/o
Données Nationales	Enquêtes auprès des entreprises dans les secteurs clés; entretiens avec des organismes professionnels; groupes de discussion avec des représentants de tous les piliers et des secteurs verticaux.

Interconnexions

	Plateformes
Enjeux	<p>Quelle est la prévalence des plateformes de transactions numériques dans l'économie nationale, notamment pour le travail, la finance, les biens et les services (par exemple les services de taxis à moto, les sites de commerce électronique ou l'argent mobile)? Tenez compte des paramètres tels que le nombre d'utilisateurs enregistrés et actifs, les volumes de transactions, les recettes.</p> <p>Quels sont les grands obstacles à la croissance des plateformes de transactions numériques internationales et nationales? Penchez-vous sur les enjeux relatifs à chacun des quatre piliers individuellement (en particulier les systèmes numériques de base, dont les API et les micro-services), mais aussi sur la cohérence et la clarté des politiques, des réglementations et des investissements dans les quatre piliers. Par exemple, les plateformes savent-elles précisément qui est/sont le ou les régulateurs sectoriels qui les superviseront?</p> <p>Dans quelle mesure les groupes marginalisés risquent-ils d'être exclus des plateformes numériques? Envisagez de ventiler les données sur les utilisateurs des plateformes en fonction des dimensions de l'inclusion, afin d'identifier les groupes sous-représentés. Intéressez-vous aux causes de ces risques, notamment les capacités limitées des utilisateurs, l'accès au matériel informatique, les interfaces utilisateurs inaccessibles.</p>
Données Internationales	S/o
Données Nationales	Entretiens avec les organismes et les régulateurs du secteur; consultation des entreprises exploitant des plateformes; consultation des organisations de la société civile représentant les travailleurs, fournisseurs et consommateurs marginalisés, notamment dans le secteur informel; rapports annuels des sociétés cotées en bourse.



Annexe 2: Dialogue – Instructions détaillées

- Introduction
- Cadre conceptuel
- Étape 1 Évaluation
- Étape 2 Dialogue
- Étape 3 Stratégie
- Annexe 1
- Annexe 2
- Annexe 3

Vision, objectifs stratégiques et opportunités émergentes

- Quel sens doit revêtir la « croissance inclusive » dans ce contexte national ?
 - Comment les plans de développement nationaux et régionaux actuels définissent-ils leurs objectifs ?
 - Quelles sont les dimensions les plus importantes de l'inclusion ?
 - Quel est le type de croissance le plus essentiel dans le pays (par exemple, une croissance qui génère des emplois, des devises étrangères, des recettes fiscales...)?

Pour en savoir plus sur la façon dont les trois pays pilotes ont organisé l'étape des dialogues, cliquez [ici](#).

Vision, objectifs stratégiques et opportunités émergentes

- **Quelle conjonction de voies serait la plus à même de contribuer à cette conceptualisation de la croissance inclusive ?**
 - Quels ont été les moteurs historiques de la croissance et de la création d'emplois ?
 - Quelles opportunités/quelles voies numériques pour une croissance inclusive se font jour, et pourquoi ?
 - Quels sont les mérites respectifs de la spécialisation et de la diversification ?
- **Quels sont les principaux risques liés aux technologies numériques émergentes et aux nouveaux secteurs ?**
 - Parmi les secteurs qui ont historiquement alimenté une croissance inclusive, dans quelle mesure sont-ils susceptibles d'être automatisés ?
 - Quelle est l'ampleur actuelle des éventuelles perturbations, et sur quelle échelle de temps se produisent-elles ?
 - Quelles sont les entreprises, les travailleurs et les groupes vulnérables les plus susceptibles d'être en difficulté ?



Infrastructures

- Concernant la couverture, quels doivent être les objectifs qualitatifs du pays, notamment en termes de débit, de fiabilité et d'innovation ?
 - Quels groupes ont le plus besoin d'une plus grande couverture dans chaque domaine d'infrastructures (électricité, infrastructures numériques physiques, systèmes numériques de base) ?
 - Le pays doit-il s'engager à faire en sorte que chaque personne puisse utiliser les services numériques ?
 - Dans quelle mesure les approches actuelles en matière de politique, de réglementation et d'investissement permettent-elles d'assurer une couverture de qualité ?
- Quelles initiatives nationales ont particulièrement contribué ou échoué à déployer une couverture de qualité ?
 - Comment les initiatives actuelles qui ont échoué doivent-elles être modifiées ou, si nécessaire, abandonnées ?
 - Comment accélérer ou développer les initiatives qui ont porté leurs fruits ?



Infrastructures

- **Comment améliorer la qualité de la couverture, notamment pour les groupes marginalisés ?**
 - Quels nouveaux modèles commerciaux ou changements d'approche réglementaire permettraient d'améliorer la couverture et l'accessibilité financière des services pour les personnes déjà couvertes ?
 - Quelles sont les infrastructures qui ont le plus besoin d'investissements du secteur public en raison de défaillances du marché ou de problèmes d'équité ?
- **Comment concrétiser les changements stratégiques prioritaires ?**
 - Le secteur privé peut-il lancer des initiatives en faveur d'une plus grande inclusion ?
 - Quelles personnes/institutions seraient chargées de superviser l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie ?
 - Dans quels délais faut-il s'attendre à des actions et à un impact ?
 - Quelles études et analyses approfondies sont nécessaires pour soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie ?



Personnes

- Quelles sont les lacunes à combler en matière de capacités pour assurer une croissance inclusive à l'ère numérique ?
 - Y a-t-il une inadéquation des compétences dans l'ensemble de l'économie ? La plupart des personnes sont-elles capables d'utiliser des produits et services numériques ?
- Comment développer les compétences et les connaissances des personnes en faveur d'une économie plus numérique ?
 - Comment développer les capacités numériques de base parmi les groupes marginalisés ?
 - L'utilisation des technologies est-elle entravée par des normes sociales défavorables et, le cas échéant, comment y remédier ?
 - Comment les citoyens peuvent-ils mieux apprendre et mieux s'adapter au fur et à mesure de l'évolution du marché du travail ?
- Quelles initiatives nationales passées ont particulièrement porté leurs fruits, ou ont au contraire échoué ?
 - Les systèmes d'éducation et de formation actuels fonctionnent-ils bien (y compris les formations sur le lieu de travail) ?
 - Que changer aux initiatives qui ont échoué et comment doper celles qui ont réussi ?



Personnes

- Comment faire pour que les transitions du marché du travail (tant dans les secteurs en déclin que dans les secteurs émergents) perturbent moins les travailleurs et les entreprises ?
 - Comment améliorer les systèmes de protection sociale, notamment dans les secteurs susceptibles d'être perturbés ? Est-il possible de « protéger la personne », et non l'emploi, en cas de perturbation ?
 - Le marché du travail est-il suffisamment flexible, et comment faciliter la mobilité et l'adaptabilité des entreprises et des travailleurs ?
- Comment concrétiser les changements stratégiques prioritaires ?
 - Quelles personnes/institutions seraient chargées de superviser l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie ?
 - Dans quels délais faut-il s'attendre à des actions et à un impact ?
 - Quelles études et analyses approfondies sont nécessaires pour soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie ?



Finances

- Où les besoins de financement sont-ils les plus essentiels (et les plus faibles) pour garantir une croissance inclusive à l'ère numérique ?
 - Quels sont les personnes, les secteurs ou les industries qui ne peuvent pas profiter des opportunités numériques en raison d'un manque de financement ?
 - Les ménages peuvent-ils s'offrir des produits numériques ? L'argent est-il un obstacle à l'inclusion ?
 - Qu'est-ce qui empêche les entreprises et les entrepreneurs locaux d'accéder au capital pour investir dans le numérique ? Y a-t-il un manque de fonds ou un manque de bons projets « rentables » ?
- Quelles initiatives nationales passées ont particulièrement contribué ou échoué à améliorer l'accès au financement pour les particuliers, les entreprises et les investissements publics ?
 - Comment les initiatives actuelles qui ont échoué doivent-elles être modifiées ou, si nécessaire, abandonnées ?
 - Comment développer ou doper les initiatives qui ont porté leurs fruits ?



Finances

- Comment les services financiers aux ménages (dont les produits d'épargne, de prêt et d'assurance) peuvent-ils être développés pour rendre les technologies numériques plus abordables ?
 - Les groupes exclus des technologies numériques ont-ils accès aux services financiers formels et les utilisent-ils ?
 - Quels types de services financiers ou de modèles commerciaux permettraient d'améliorer l'accès aux technologies numériques et leur utilisation ?
- Comment améliorer l'accès au capital pour les entreprises qui souhaitent investir dans des produits, des modes de production ou des modèles d'exploitation améliorés sur le plan numérique ?
 - Quelles initiatives aideraient les start-ups à accéder au capital tout au long de leur croissance ? (Il pourrait s'agir de nouveaux fonds d'investissement, de règles de prêt, de registres commerciaux, d'une assurance contre les risques, de meilleurs argumentaires de la part des entrepreneurs, etc.)
 - Et qu'est-ce qui renforcerait la capacité des entreprises non technologiques à accéder aux capitaux pour la mise à niveau technologique de leurs activités ?



- Comment améliorer l'enveloppe de financement des investissements publics dans les piliers numériques, dans les limites de la viabilité macroéconomique ?
 - Comment rendre la gestion des investissements publics plus efficace, en libérant des ressources dans le cadre actuel des recettes et des dépenses ?
 - Existe-t-il des secteurs ou des initiatives dans lesquels l'association de financements publics/privés peut être améliorée (conformément à l'« [approche en cascade](#) ») ?
 - Comment mieux harmoniser les fonds des donateurs internationaux avec les priorités nationales ?
- Comment concrétiser les changements stratégiques prioritaires ?
 - Quelles personnes/institutions seraient chargées de superviser l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie ?
 - Dans quels délais faut-il s'attendre à des actions et à un impact ?



Environnement politique et réglementaire

- Quelles réglementations et politiques ne sont pas prêtes pour l'ère numérique et menacent la croissance inclusive ?
 - Y a-t-il des domaines de réglementation ou de législation particulièrement mal adaptés aux économies numériques ?
 - Comment les pouvoirs publics peuvent-ils s'assurer que les réglementations et les politiques sont propices à des innovations nouvelles et inattendues, sans pour autant ignorer les objectifs visés par les réglementations ?
- Quelles sont les approches nationales passées en matière de politique et de réglementation qui ont particulièrement contribué ou échoué à faciliter l'innovation, les investissements et les flux de données grâce aux technologies numériques ?
 - Comment les initiatives actuelles qui ont échoué doivent-elles être modifiées ou, le cas échéant, abandonnées ?
 - Comment développer ou doper les initiatives qui ont porté leurs fruits ?



Environnement politique et réglementaire

- Comment les différentes catégories de politiques et de réglementations peuvent-elles mieux tenir compte de la nature des technologies numériques ?
 - Comment la politique et la législation en matière de concurrence peuvent-elles mieux rendre compte des nouvelles dynamiques concurrentielles (par exemple, les économies d'échelle numériques, les effets de réseau, les tendances monopolistiques des opérateurs historiques et autres barrières à l'entrée) ?
 - Comment faire pour que l'empreinte légère, souvent internationale, des entreprises numériques soit mieux prise en compte dans les politiques et l'administration fiscales ?
 - Comment la propriété intellectuelle peut-elle être plus efficacement cédée/ protégée, afin de faciliter les investissements et l'innovation dans les technologies numériques sans étouffer la concurrence ?
 - Comment améliorer les normes de données et l'interopérabilité, en encourageant des flux de données plus efficaces et des interconnexions entre les services et les produits ?
 - Comment gérer la protection des données et la cybersécurité de sorte à protéger les utilisateurs et faciliter l'accès aux marchés internationaux, sans compromettre l'innovation ?



Environnement politique et réglementaire

- **Comment transformer les approches et les institutions politiques et réglementaires pour l'ère numérique ?**
 - Quelles approches les responsables peuvent-ils utiliser pour s'assurer que les règles restent pertinentes ? (Il peut s'agir de réglementations dites « sandbox », « de temporisation », « pondérées en fonction des risques » et « adaptatives ».)
 - Est-il possible de cocréer de nouvelles politiques et réglementations grâce à une collaboration constante entre les secteurs public, privé et le troisième secteur ?
- **Comment concrétiser les changements stratégiques prioritaires ?**
 - Quelles personnes/institutions seraient chargées de superviser l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie ?
 - Dans quels délais faut-il s'attendre à des actions et à un impact ?
 - Quelles études et analyses approfondies sont nécessaires pour soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie ?

Interconnexions

- Parmi les opportunités identifiées, certaines sont-elles menacées par un mauvais alignement entre les objectifs des quatre piliers ?
 - Quelle est l'efficacité de la communication entre les entreprises, les décideurs politiques, les régulateurs et les organisations de la société civile ? Peut-elle être améliorée ?
 - Y a-t-il des activités et des opérations existantes relevant des piliers qui sont en conflit les unes avec les autres ? Comment régler cette contradiction entre les priorités ?
- Quelles approches nationales et internationales passées ont favorisé la cohérence et l'alignement entre les différents acteurs dans les secteurs clés ?
 - Dans quels secteurs le dialogue public-privé et privé-privé est-il particulièrement fructueux ?
 - Ces facteurs de réussite (qu'ils soient tirés du passé ou d'exemples dans d'autres pays) peuvent-ils être reproduits dans la quête de nouvelles opportunités ?

Interconnexions

- **Comment le pays peut-il exploiter les opportunités créées par les plateformes numériques et les autres interconnexions ? Comment atténuer les risques ?**
 - Quelles sont les structures gouvernementales internes nécessaires à l'amélioration de la cohérence des réglementations et de l'élaboration des politiques relatifs aux divers piliers ?
 - Comment améliorer la coordination entre les secteurs public et privé, y compris en accordant un rôle central aux organisations de la société civile ?
- **Que faire pour que l'amorce de stratégie ne se contente pas de créer une myriade d'initiatives éparses ?**
 - Comment poursuivre les débats entamés lors de l'étape du dialogue afin d'orienter la mise en œuvre de l'amorce de stratégie ?
 - Les nouvelles priorités, identifiées au cours du dialogue, sont-elles en conflit les unes avec les autres (soit en termes de ressources nécessaires, soit en termes d'objectifs finaux) ?



Annexe 3: Sources de soutien et de financement

- Introduction
- Cadre conceptuel
- Étape 1 Évaluation
- Étape 2 Dialogue
- Étape 3 Stratégie
- Annexe 1
- Annexe 2
- Annexe 3

Programmes et fonds spécifiques

- Il existe de nombreuses sources de soutien et de financement pour les initiatives qui prépareront les pays à l'ère numérique. Les pages suivantes présentent un petit nombre de programmes spécifiques, regroupés grossièrement en fonction du pilier qu'ils pourraient appuyer. Une liste des entités de financement est disponible à la fin.
- Pour une liste plus complète des outils de soutien au secteur privé des banques multilatérales de développement, consultez [la boîte à outils mondiale de la SFI pour favoriser les investissements dans le secteur privé.](#)

Lien vers la ressource et description	Pilier concerné
EBRD Infrastructure Project Preparation Facility (IPPF) « Propose des mécanismes de soutien et de mise en œuvre améliorés pour la préparation des projets (tant pour les PPP que pour les projets financés par le secteur public), afin d'accroître l'efficacité, la qualité et la reproductibilité des projets d'infrastructure. »	
Fonds spécial du Mécanisme de financement de la préparation des projets d'infrastructures du NEPAD (IPPF-NEPAD) « Aide à préparer des projets d'infrastructure régionaux et continentaux viables et de haute qualité dans les secteurs de l'énergie, de la gestion des ressources en eau transfrontalières, des transports et des TIC. »	
Fonds mondial pour les infrastructures du GBM « Un ensemble unique de partenariats stratégiques, qui propose une nouvelle façon de collaborer pour préparer, structurer et mettre en œuvre des projets complexes. »	
Fonds de conseil en infrastructure publique-privée du GBM « Catalyse la participation du privé dans les infrastructures par le biais de partenariats public-privé et du financement commercial des entités infranationales [et des subventions]. »	

Fonds et programmes spécifiques

Lien vers la ressource et description	Pilier concerné
<p>ADB Asia Pacific Project Preparation Facility (AP3F)</p> <p>« Aide les gouvernements des pays membres en développement et leurs agences du secteur public à préparer et à structurer des projets d'infrastructure avec la participation du secteur privé. »</p>	
<p>IFC InfraVentures</p> <p>« Assume les risques et les coûts associés au développement de projets en phase de démarrage, en préparant les projets pour les investissements du secteur privé. »</p>	
<p>Initiative « Résilience économique » de la BEI</p> <p>« Centrée sur les secteurs public et privé, elle accélère la mise en œuvre des projets en cours et apporte un soutien financier et technique supplémentaire aux projets. »</p>	
<p>Initiative migration et développement de la BAD</p> <p>« Un fonds multi-donateurs qui finance [des initiatives en lien avec la migration, les transferts de fonds et/ou le soutien au développement local]. »</p>	
<p>Fonds multidonateurs pour l'entrepreneuriat et l'innovation des jeunes de la BAD</p> <p>« Finance des programmes d'incubation, d'accès au financement et des programmes d'étude et de réforme qui favoriseront le développement de start-ups innovantes créées et dirigées par de jeunes hommes et femmes africains. »</p>	 
<p>Initiative pour favoriser l'accès des femmes au financement en Afrique (AFAWA)</p> <p>« Soutient les pays membres régionaux dans l'élaboration de politiques, en vue de créer un environnement propice à l'amélioration de l'accès des femmes au financement. Fournit une assistance technique aux institutions financières dont les actions visent les femmes dans les entreprises. »</p>	 
<p>Programme de soutien de l'environnement de l'industrie et des affaires de l'ICD</p> <p>« Aide les pays membres à mettre en place un environnement favorable aux entreprises, améliore la compétitivité des entreprises, renforce les chaînes de valeur et favorise l'industrialisation dans les secteurs productifs. »</p>	 

Fonds et programmes spécifiques

Lien vers la ressource et description	Pilier concerné
<p>Fonds d'assistance au secteur privé africain de la BAD</p> <p>« Fournit des subventions non liées pour l'assistance technique et le renforcement des capacités à [plusieurs entités]. »</p>	  
<p>Initiative de la BERD pour le développement des monnaies locales et des marchés de capitaux (LC2)</p> <p>« Réduit la dépendance aux emprunts et aux prêts en devises étrangères par la mise en place de secteurs financiers nationaux en monnaie locale durables et résilients. »</p>	
<p>Equity Participation Fund (EPF) de la BERD</p> <p>« L'EPF est conçu pour attirer des capitaux institutionnels à long terme dans les investissements du secteur privé dans les régions d'opération de la BERD en mobilisant les fonds des principaux investisseurs institutionnels mondiaux. »</p>	
<p>Initiative Boost Africa de la BAD</p> <p>« Programme d'investissement visant à fournir des fonds propres à une série de fonds d'investissement privés soutenant les jeunes entreprises et les PME en phase de démarrage sur le continent. »</p>	 
<p>Global SME Finance Facility de la SFI</p> <p>« Le financement mixte consiste en l'association de prêts et de subventions du marché, qui peuvent prendre différentes formes : subventions d'investissement direct, bonifications d'intérêts, garanties de prêts, assistance technique, atténuation des risques et instruments de capitaux propres. »</p>	 
<p>Délégations de crédits de la BAD</p> <p>« Par le biais d'institutions financières et non financières locales, la BAD mobilise des fonds pour des projets de taille trop réduite pour qu'elle puisse les gérer directement ou qui sont difficiles à identifier et à évaluer. »</p>	 
<p>EIB Sub-Saharan Africa, the Caribbean and the Pacific (ACP) Investment Facility</p> <p>« La BEI investit dans une multitude de projets allant du soutien financier pour permettre aux institutions de microfinance de prêter de petites sommes aux microentreprises et aux innovateurs, jusqu'aux grands projets infrastructurels. »</p>	 

Fonds et programmes spécifiques

Lien vers la ressource et description	Pilier concerné			
<p>Capitaux propres, prêts, produits en devise locale, etc. de la Banque asiatique de développement</p> <p>« Catalyse les investissements privés par le biais de financements directs, de rehaussements de crédit et d'instruments d'atténuation des risques, de garanties contre les risques politiques et de garanties partielles de crédit... [et plus encore]. »</p>				
<p>MIGA Credit Enhancement</p> <p>« Garanties de rehaussement de crédit couvrant le risque d'obligation financière de non-honorabilité des entités souveraines/sub-souveraines/étatiques pour les prêteurs commerciaux. »</p>				
<p>Financement de la politique de développement (DPF) de la Banque mondiale</p> <p>« Fournit un financement à décaissement rapide pour aider les emprunteurs à répondre aux besoins réels ou anticipés de financement du développement. Peut être accordé sous forme de prêts, de crédits ou de subventions. »</p>				
<p>Fonds de la Banque asiatique de développement pour les technologies de haut niveau</p> <p>« Fonds pour soutenir les technologies de haut niveau et les solutions technologiques innovantes [...] Fournit des subventions pour promouvoir l'intégration de solutions innovantes dans des projets souverains et non souverains. »</p>				
<p>Services de conseil et d'analyse du Groupe de la Banque mondiale (ASA)</p> <p>« Aider les gouvernements à adopter de meilleures politiques, programmes et réformes qui conduisent à une plus grande croissance et stabilité économiques. »</p>				

Fonds et programmes spécifiques

Banques de développement	Fonds internationaux	Agences multilatérales	Agences Bilatérales Gouvernementales
<p>Banque africaine de développement</p> <p>Banque asiatique de développement</p> <p>Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (dont prêts aux pays non asiatiques)</p> <p>Banco de Desarrollo de América Latina (CAF)</p> <p>Banque de développement des Caraïbes</p> <p>Banque centraméricaine d'intégration économique</p> <p>Banque de développement de l'Afrique australe</p> <p>Banque d'investissement et de développement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (BIDC de la CEDEAO)</p> <p>Banque européenne pour la reconstruction et le développement (dont prêts à des pays non européens)</p> <p>Banque interaméricaine de développement</p> <p>Banque islamique de développement</p> <p>Nouvelle banque de développement (pour les BRICS)</p> <p>Groupe de la Banque mondiale</p>	<p>Initiative carbone pour le développement « Un fonds fiduciaire qui mobilise des financements privés pour l'accès aux énergies propres dans les pays à faible revenu. »</p> <p>Fonds d'investissement pour le climat (FIC) « Instruments de financement conçus pour aider les pays en développement à passer à un développement à faible intensité de carbone résilient face au climat. »</p> <p>Fonds pour l'environnement mondial « Partenariat international qui fournit des subventions, d'autres financements et une assistance technique. »</p> <p>Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (GFATM)</p> <p>Unitaid « Fonds consacré à la lutte contre le sida, le paludisme et l'hépatite C. »</p> <p>Fonds mondial pour l'innovation « Un fonds d'innovation à but non lucratif [investissant via] des subventions et du capital-risque. »</p> <p>Fonds multilatéral d'investissement « Fournit une assistance technique et des financements pour le secteur privé en Amérique latine et dans les Caraïbes. »</p> <p>Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID) « L'institution intergouvernementale de financement du développement fournit des subventions et d'autres ressources. »</p> <p>Fonds vert pour le climat (GCF) « Fonds mondial créé pour aider les pays en développement à relever le défi du changement climatique. »</p>	<p>Commission européenne Diverses agences, dont la plupart sont coordonnées par la Direction générale pour la coopération internationale et le développement</p> <p>Nations Unies De nombreuses agences dont :</p> <p>Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)</p> <p>Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)</p> <p>Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture</p> <p>Fonds international pour le développement agricole « Dédié à l'éradication de la pauvreté et de la faim dans les zones rurales des pays en développement. »</p> <p>Fonds monétaire international (FMI) Les interventions comprennent des conseils techniques et des formations</p> <p>Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA)</p> <p>Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA)</p> <p>Organisation mondiale de la santé (OMS)</p>	<p>France : Agence Française de Développement</p> <p>Espagne : Internacional para el Desarrollo (AECID)</p> <p>Australie : Programme d'aide du ministère des Affaires étrangères et du commerce</p> <p>Allemagne : ministère de la Coopération économique et du développement (BMZ)</p> <p>Royaume-Uni : Département du développement international</p> <p>Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement du Canada</p> <p>Japon : Agence japonaise de coopération internationale</p> <p>Corée du Sud : Agence coréenne de coopération internationale</p> <p>Norvège : Agence norvégienne pour la coopération au développement</p> <p>Suède : Agence suédoise de coopération internationale au développement</p> <p>États-Unis : Agence américaine pour le développement international</p> <p>États-Unis : Millennium Challenge Corporation</p>

 pathwayscommission@bsg.ox.ac.uk

 @p4pcommission

 Pathways for Prosperity Commission on
Technology and Inclusive Development

 <https://pathwayscommission.bsg.ox.ac.uk>



**Pathways
for Prosperity
Commission**
*Technology &
Inclusive Development*